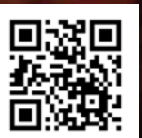


ENTRE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE
ET RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

L'Algérie trace sa nouvelle trajectoire

Réunis au Centre international des conférences d'Alger à l'occasion de la deuxième édition du CEO Survey, organisée par PwC en partenariat avec le CREA, décideurs publics et acteurs économiques ont esquissé les contours d'un nouveau cap pour l'économie nationale. Placée sous le thème « Souveraineté et Résilience : Une nouvelle trajectoire économique pour l'Algérie », cette rencontre a mis en lumière une ambition assumée : transformer les atouts énergétiques et miniers du pays en leviers durables de croissance et d'influence régionale. P 3



SÉCURITÉ ET SANTÉ
AU TRAVAIL

**Plus de 269 000
interventions de
contrôle effectuées**

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, accompagné du ministre de la Santé, Pr. Mohamed Seddik Aït Messaoudane, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de célébration de la 22^e édition de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, placée cette année sous le thème : « Veillons à garantir un environnement de travail sain sur les plans psychologique et social ».

P 5

LA 57^e ÉDITION PRÉVUE
DU 22 AU 27 JUIN
PROCHAIN

**L'Espagne, invitée
d'honneur de la FIA
2026**

Le Palais des expositions d'Alger accueillera, du 22 au 27 juin prochain, la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, dans un communiqué.

P 2

TOSYALI ALGÉRIE

**Exportation d'aciers
spéciaux dès
septembre 2026**

À partir de septembre 2026, Tosyali Algérie prévoit d'exporter des aciers spéciaux à haute valeur ajoutée, marquant ainsi un tournant stratégique dans le positionnement du pays sur les marchés internationaux. Une annonce qui illustre la montée en gamme progressive d'une filière longtemps dominée par les produits de base.

P 3

HYDROCARBURES

**Le PDG de Sonatrach fixe
les priorités du groupe P 3**

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE
ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

**Le patron du MEDEF plaide
pour un partenariat
décomplexé et pragmatique P 5**

RÉFORME DU COMMERCE EN ALGÉRIE

**Vers une régulation plus
intelligente du marché P 5**

DÉCARBONATION INDUSTRIELLE
Signature d’une convention entre la CREG et le NIR suédois

Sous la supervision du ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables, une convention relative au programme de partenariat pour la décarbonation du secteur industriel en Algérie a été signée, mardi 28 avril 2026, entre la Commission de régulation de l’électricité et du gaz (CREG) et le Conseil international de l’industrie suédoise (NIR). La cérémonie de signature s’est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables, de l’ambassadrice du Royaume de Suède en Algérie, ainsi que de plusieurs hauts cadres de différents secteurs ministériels et de représentants de partenaires nationaux et internationaux. Ce programme de partenariat vise à accompagner les efforts de décarbonation industrielle, considérée comme l’un des principaux défis du développement durable. Il constitue également un cadre d’échange d’expertises et de bonnes pratiques entre les deux parties en matière de transition énergétique et de réduction de l’empreinte carbone du secteur industriel. À travers cette initiative, l’Algérie et la Suède entendent renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine énergétique, en vue de promouvoir une industrie nationale plus durable, plus innovante et plus compétitive. Cet accord s’inscrit, par ailleurs, dans la dynamique engagée par l’Algérie en faveur du développement des partenariats internationaux et de son intégration dans les nouvelles orientations des systèmes énergétiques régionaux et mondiaux, marqués par la transition vers des modèles plus propres et durables.

R E.

LA 57^e ÉDITION PRÉVUE DU 22 AU 27 JUIN PROCHAIN

L’Espagne, invitée d’honneur de la FIA 2026

Le Palais des expositions d’Alger accueillera, du 22 au 27 juin prochain, la 57^e édition de la Foire internationale d’Alger (FIA), organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, dans un communiqué.

Par Z R.

Selon les organisateurs, cet événement économique constitue l’un des principaux rendez-vous multisectoriels en Algérie, offrant une vitrine des capacités de production nationales et un espace privilégié d’échanges commerciaux et de partenariats entre opérateurs économiques nationaux et étrangers. La FIA 2026 se tiendra dans les différents halls du Palais des expositions, un site doté d’infrastructures modernes permettant d’accueillir des manifestations économiques d’envergure internationale, a précisé la SAFEX dans un communiqué. Cette édition sera marquée par la participation du Royaume d’Espagne en tant qu’invité

d’honneur, une présence qui s’inscrit dans la dynamique de développement des relations économiques bilatérales et l’exploration de nouvelles perspectives de coopération entre les opérateurs des deux pays dans divers secteurs stratégiques. Le salon couvrira plusieurs secteurs d’activité, notamment les industries agroalimentaires, les industries électriques et électroménagers, les industries métallurgiques et sidérurgiques, les industries manufacturières, le bâtiment et les travaux publics, ainsi que les services. Des espaces dédiés à l’exposition et à la vente directe seront également aménagés, permettant aux entreprises de promouvoir leurs produits et de renforcer leur présence sur le marché. En

parallèle, un programme de conférences et de rencontres économiques sera organisé, réunissant experts et professionnels autour de thématiques liées au développement de l’industrie nationale, à la promotion de l’investissement et à la diversification des exportations hors hydrocarbures. Enfin, la SAFEX a annoncé l’ouverture des inscriptions pour les participants via sa plateforme en ligne : registration.safex.dz. Il est à rappeler que la 56^e édition de la FIA (23-28 juin 2025) avait enregistré une participation record de 684 entreprises, dont 539 algériennes et 145 étrangères issues de 31 pays, avec le Sultanat d’Oman comme invité d’honneur.

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION EN TUNISIE Ouverture des inscriptions pour les opérateurs algériens

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a annoncé hier lundi, dans un communiqué, l’ouverture des inscriptions pour les opérateurs algériens spécialisés dans la production et l’exportation des denrées alimentaires et produits agricoles, en vue de participer au Salon international de l’alimentation pour l’Afrique (IFSA Africa), prévu en Tunisie du 9 au 11 juin prochain. Ce salon constitue un rendez-vous majeur sur le continent, où fournisseurs internationaux et grands acheteurs africains

se rencontrent, dans le but de faciliter l’accès aux marchés, de dynamiser les échanges commerciaux et de suivre les dernières tendances du secteur agroalimentaire dans la région, indique la même source. Cet événement représente une plateforme idéale pour les industriels, les détaillants, les professionnels de restauration, les importateurs et les distributeurs, afin d’accéder à des solutions permettant d’améliorer leur production et de répondre à leurs besoins opérationnels, précise le ministère dans son communiqué.

Il s’agit également d’une occasion de présenter les dernières tendances et techniques mondiales adaptées au marché africain des produits alimentaires et des boissons, avec la participation de centaines d’exposants internationaux proposant des produits innovants, allant des équipements de production durables et des solutions d’emballage avancées aux ingrédients spécifiques et produits alimentaires de niche. Le Salon couvre l’ensemble des segments du secteur agroalimentaire et des boissons, notamment les tech-

niques de conditionnement et d’emballage, la chaîne du froid, les solutions de stockage, les services logistiques, les plats préparés, les produits de la mer, la transformation alimentaire, les aliments biologiques, les boissons, outre les secteurs de l’hôtellerie, de la restauration et des cafés. Dans ce cadre, le ministère a invité les opérateurs souhaitant participer à s’inscrire via le lien dédié à cet événement, disponible sur son site officiel.

R E.

BANQUE D’ALGÉRIE

Un encadrement renforcé des engagements extérieurs des banques

La Banque d’Algérie a publié, le 26 avril 2026, une nouvelle instruction visant à encadrer davantage les engagements extérieurs des banques et établissements financiers. Ce texte, référencé instruction n°03-26, vient modifier et compléter les dispositions de l’instruction n°02-2015 en vigueur depuis juillet 2015. Au cœur de cette révision figure un plafonnement clair : les engagements extérieurs par signature des banques ne devront désormais pas dépasser 50 % de leurs fonds propres réglementaires, tels que définis par

la réglementation prudentielle en vigueur. Cette mesure vise à limiter l’exposition des institutions financières aux risques internationaux, dans un contexte économique mondial marqué par des incertitudes persistantes. Selon les termes de l’instruction, cette nouvelle règle entrera en application à compter du 1^{er} mai 2026. Les autres dispositions de l’instruction de 2015, non modifiées par ce nouveau texte, demeurent toutefois inchangées. À travers cette décision, la Banque centrale cherche à renforcer la solidité du système ban-

caire national, en assurant un meilleur équilibre entre les engagements à l’étranger et les capacités financières propres des établissements. Cette orientation s’inscrit dans une logique de prudence accrue et de consolidation de la stabilité financière. Signée par le gouverneur Mohammed Lamine Lebbou, cette instruction traduit la volonté des autorités monétaires de maintenir un cadre rigoureux face aux évolutions des marchés financiers internationaux et aux exigences croissantes en matière de gestion des risques.

Z R.

COOPÉRATION DANS LES TRANSPORTS

Le ministre reçoit le conseiller du président russe Igor Levitin

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a reçu, hier à Alger, M. Igor Levitin, conseiller et représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la coopération internationale dans le domaine des transports, en visite de travail en Algérie. Le responsable russe était accompagné d’une importante délégation comprenant le président du Conseil d’affaires Russie-Algérie, un conseiller auprès de la présidence russe, ainsi que le vice-directeur général d’un groupe spécialisé dans le transport et

la logistique. La rencontre s’est tenue en présence de l’ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, M. Alexei Solomatine, ainsi que de cadres centraux du ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Les deux parties ont passé en revue l’état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le secteur des transports, en mettant l’accent sur le renforcement du partenariat dans les domaines maritime, aérien et ferroviaire, en phase avec la dynamique économique que connaissent l’Algérie et la Russie. À cette occasion, le ministre a mis en avant

les capacités de l’Algérie dans le transport maritime, soulignant le développement et la modernisation des infrastructures portuaires, qui connaissent une activité croissante. Il a également présenté les principaux projets ferroviaires structurants, notamment la ligne Tindouf-Béchar-Oran, la ligne minière de l’Est, ainsi que le projet de ligne Alger-Tamanrasset, inscrit dans une vision globale de désenclavement et de développement économique des différentes régions du pays. Dans le secteur du transport aérien, les deux parties ont examiné les possibilités de renforcer la coopération et la

coordination afin d’améliorer la connectivité et l’échange d’expertises dans un domaine jugé stratégique. Les discussions ont également porté sur le développement de la logistique, notamment à travers la modernisation du secteur, la numérisation des opérations de traitement des marchandises et l’amélioration des chaînes d’approvisionnement. Enfin, le ministre a affirmé la disponibilité du secteur des transports à bénéficier des expériences internationales, notamment de l’expérience russe, considérée comme une référence dans le domaine.

Synthèse R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENTRE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

L’Algérie trace sa nouvelle trajectoire

Réunis au Centre international des conférences d’Alger à l’occasion de la deuxième édition du CEO Survey, organisée par PwC en partenariat avec le CREA, décideurs publics et acteurs économiques ont esquissé les contours d’un nouveau cap pour l’économie nationale. Placée sous le thème « Souveraineté et Résilience : Une nouvelle trajectoire économique pour l’Algérie », cette rencontre a mis en lumière une ambition assumée : transformer les atouts énergétiques et miniers du pays en leviers durables de croissance et d’influence régionale.

Par Selma R.

L’Algérie dessine ainsi une stratégie globale fondée sur l’articulation entre énergie, mines et industrie, visant à renforcer la souveraineté nationale tout en consolidant la résilience de l’économie face aux mutations internationales. Au cœur des échanges, Mohamed Arkab a insisté sur la portée des mutations géopolitiques en cours, qu’il considère non pas comme une rupture, mais comme « une phase de rééquilibrage » des marchés énergétiques mondiaux. « Ces transformations mettent en exergue l’importance de la sécurité et de la stabilité des approvisionnements », a-t-il souligné, rappelant que l’Algérie dispose d’atouts structurels solides. Entre réserves importantes d’hydrocarbures et infrastructures stratégiques, notamment les gazoducs reliant le pays à l’Europe, le responsable a affirmé que l’Algérie consolide sa position de « partenaire fiable sur le long terme ». Dans cette dynamique, la stratégie nationale s’articule autour d’un tripptyque clair : consolidation des partenariats historiques, diversification des débouchés et renforcement des infrastructures. Mohamed Arkab a notamment évoqué le développement des capacités de gaz naturel liquéfié pour accéder à de nouveaux marchés, ainsi que la poursuite de projets structurants, à l’image du gazoduc transsaharien, destiné à renforcer le rôle de l’Algérie en tant que hub énergétique régional et continental. Le climat d’investissement constitue un autre axe central de cette trajectoire. Le lancement de l’appel d’offres « Algeria Bid Round 2026 » illustre, selon le ministre, la volonté de maintenir un secteur des hydrocarbures « ouvert, transparent et attractif ». « C’est un signal fort

adressé aux investisseurs internationaux », a-t-il affirmé, mettant en avant un cadre législatif modernisé et numérisé. Dans le même temps, l’exigence environnementale s’impose comme un pilier incontournable, avec l’intégration de mesures visant à réduire les émissions de méthane et le torchage des gaz. Cette vision énergétique s’inscrit dans une projection à l’horizon 2030, où l’Algérie ambitionne de devenir un pôle régional capable de générer davantage de valeur ajoutée à partir de ses ressources naturelles, tout en consolidant sa sécurité énergétique grâce à des partenariats durables. En parallèle, la transition énergétique s’impose comme un chantier structurant. Mourad Adjal a défendu une approche résolument industrielle des énergies renouvelables. « Le défi majeur réside désormais dans l’intégration industrielle locale », a-t-il déclaré, appelant à produire en Algérie les équipements nécessaires, notamment les panneaux solaires, plutôt que de dépendre des importations. Cette orientation s’accompagne d’un effort de mobilisation des citoyens et des institutions, invités à généraliser l’usage des solutions photovoltaïques. Le ministre a rappelé l’ampleur du virage engagé. Longtemps dominé par les énergies conventionnelles, le mix énergétique national amorce une transformation avec un objectif de 15 000 MW de capacités renouvelables. « Il y a peu de temps encore, plus de 99 % de notre production reposait sur des sources conventionnelles », a-t-il souligné, précisant que 3 200 MW sont déjà en cours de réalisation. L’ambition est claire : porter la part des renouvelables à plus de 15 % et positionner l’Algérie parmi les leaders africains du secteur. Ce tournant s’appuie sur un potentiel solaire exceptionnel, avec des niveaux d’irradiation

parmi les plus élevés au monde, mais aussi sur une réflexion globale autour de la consommation énergétique. « L’efficacité énergétique ne concerne pas un seul secteur, mais l’ensemble de l’économie », a insisté Mourad Adjal, annonçant l’élaboration prochaine d’une stratégie nationale dédiée. Celle-ci reposera notamment sur des audits énergétiques sectoriels et sur la mobilisation de l’industrie pour développer des équipements économes en énergie. Dans le prolongement de cette vision, le secteur minier apparaît comme un autre levier stratégique de souveraineté économique. Mourad Hanifi a affiché une ambition claire : faire de l’Algérie « un producteur pour le marché local et un exportateur mondial propre ». Pour y parvenir, il plaide pour la construction d’une chaîne de valeur intégrée, allant de l’extraction à la transformation finale. « Notre pays possède les ressources, mais nous avons aussi besoin d’une grande capacité de développement », a-t-il affirmé, mettant en avant la nécessité de structurer un véritable « couloir énergétique et minier ». L’objectif est d’atteindre, dans un délai de dix ans, une intégration industrielle complète, fondée sur des capitaux nationaux, afin de maximiser la valeur ajoutée locale avant d’envisager l’exportation. Le ministre a également insisté sur le rôle central de l’exploration, condition sine qua non du développement du secteur. « Pas de mines sans exploration », a-t-il martelé, annonçant une ouverture accrue aux investissements nationaux et internationaux dans ce domaine à forte intensité capitalistique. Cette dynamique sera soutenue par la mise à disposition de données géologiques et par le développement d’infrastructures logistiques, notamment portuaires.

INVESTISSEMENT/GUICHETS UNIQUES

Les textes d’encadrement bientôt publiés

Le directeur général de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI), Omar Rekkache, a annoncé hier à Alger que de nouveaux textes réglementaires encadrant l’activité des guichets uniques relevant de l’agence seront publiés « au plus tard dans une semaine ». En effet, ces textes

visent à améliorer la prise en charge des investisseurs. Dans son intervention lors d’une session de discussion organisée dans le cadre de la deuxième édition PwC CEO Survey, Rekkache a précisé qu’« après leur approbation par le gouvernement, les nouveaux textes encadrant le fonctionnement des guichets

uniques seront publiés dans un délai maximal d’une semaine ». Qualifiant cette réforme d’« étape importante dans le processus d’amélioration du climat des affaires », le DG de l’AAPI a souligné que l’objectif est de faire des guichets uniques une véritable « interface unique » pour les investisseurs, afin

d’améliorer leur prise en charge et de lever les obstacles. Il a également indiqué que l’élaboration de ces textes s’est faite en concertation avec le Conseil du renouveau économique algérien, ajoutant qu’une journée d’information sera prochainement organisée pour en présenter les détails. Z R.

HYDROCARBURES

Le PDG de Sonatrach fixe les priorités du groupe

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Nouredine Daoudi, a révélé que l’Algérie et Sonatrach ont lancé un vaste programme d’investissement pour les cinq prochaines années. Celui-ci couvre les domaines de l’exploration, du développement des champs et de la production, ainsi que le raffinage et la pétrochimie à forte valeur ajoutée. Daoudi a ajouté, dans une allocution prononcée lors de sa participation à la deuxième édition de l’étude « CEO Survey », que Sonatrach est engagée à approvisionner le marché national tout en respectant ses engagements à l’échelle internationale, une responsabilité qui implique des défis constants. En ce qui concerne les priorités,

il a précisé que la priorité de Sonatrach reste le marché national, dont les besoins doivent être assurés en premier lieu. Quant aux engagements internationaux, la compagnie dispose de contrats à court, moyen et long terme avec des partenaires européens pour la fourniture de gaz naturel, notamment via les gazoducs « Medgaz » et « Transmed ». Le PDG de Sonatrach a également indiqué qu’il reste encore beaucoup à explorer. « Sonatrach, en tant qu’acteur principal dans ce domaine, considère que la contribution des partenaires demeure essentielle, que ce soit en matière d’investissement ou de transfert de technologies et de techniques. Cela est d’autant plus important au regard des ressources encore non décou-

vertes en Algérie, notamment en raison de la complexité des couches géologiques », a-t-il souligné, en rappelant à ce titre que l’Algérie et Sonatrach ont lancé un vaste programme d’investissement pour les cinq prochaines années, couvrant l’exploration, le développement des champs, la production, le raffinage et la pétrochimie à forte valeur ajoutée. Dans un autre registre, Daoudi a expliqué que l’augmentation des réserves passe inévitablement par l’intensification des opérations de forage, ainsi que par une gestion plus intelligente des réservoirs, en s’appuyant sur différentes technologies. Il a enfin souligné que le groupe suit de près les évolutions géopolitiques mondiales et y réagit avec flexibilité. Synthèse Z R

TOSYALI ALGÉRIE
**Exportation
d’aciers spéciaux
dès septembre
2026**

Par S. R.

À partir de septembre 2026, Tosyali Algérie prévoit d’exporter des aciers spéciaux à haute valeur ajoutée, marquant ainsi un tournant stratégique dans le positionnement du pays sur les marchés internationaux. Une annonce qui illustre la montée en gamme progressive d’une filière longtemps dominée par les produits de base. Intervenant lors d’un panel consacré au potentiel énergétique et minier de l’Algérie dans le cadre de la 2e édition du CEO Survey, Alp Topcuoglu, vice-président du groupe Tosyali Algérie a dressé un constat sans ambiguïté : « Le secteur sidérurgique est à un tournant décisif de son développement ». Selon lui, cette évolution repose sur une transformation structurelle profonde, portée par une stratégie axée sur la valorisation des ressources locales et l’intégration industrielle. Le responsable souligne que les fondamentaux sont désormais réunis pour franchir ce cap. « L’Algérie dispose aujourd’hui d’atouts majeurs pour s’imposer comme un acteur industriel de référence, notamment grâce à ses ressources naturelles, son accès à une énergie compétitive et la qualification de ses ressources humaines », a-t-il affirmé. Cette combinaison d’avantages comparatifs permet au pays de s’orienter vers des segments à plus forte valeur ajoutée. Il y a encore quelques années, l’Algérie dépendait fortement des importations pour satisfaire ses besoins en produits sidérurgiques. Une situation que le groupe juge désormais en nette évolution. « Nous assistons à une dynamique industrielle orientée vers la création de valeur locale et l’intégration progressive de la filière », a expliqué Alp Topcuoglu, mettant en avant les efforts engagés pour structurer une industrie plus autonome et compétitive. Le lancement annoncé des exportations d’aciers spéciaux constitue, à cet égard, une étape clé. Ces produits, destinés notamment aux industries automobile et électroménagère, traduisent une montée en sophistication de l’appareil productif national. « Cette évolution marque un tournant pour le secteur, en permettant à l’Algérie de renforcer son positionnement sur les marchés internationaux », a-t-il souligné, évoquant une nouvelle phase d’insertion dans les chaînes de valeur globales. Sur le plan technique, le vice-président de Tosyali Algérie a tenu à saluer le rôle des compétences nationales. « Le savoir-faire des ingénieurs algériens dans la production de fer à haute pureté est aujourd’hui reconnu et sollicité à l’étranger », a-t-il indiqué, insistant sur la dimension humaine de cette transformation industrielle. Parallèlement, le développement de projets structurants vient consolider cette trajectoire. Le projet de Gara Djebilet occupe une place centrale dans cette stratégie. Mené en partenariat avec les autorités publiques, il vise à assurer une meilleure valorisation des ressources minières nationales. Doté d’une capacité initiale d’enrichissement de 4 millions de tonnes, ce projet devrait contribuer à renforcer le taux d’intégration locale et à sécuriser l’approvisionnement en matières premières. Dans cette perspective, Tosyali Algérie entend poursuivre ses investissements pour accompagner la transformation du secteur. « Nous continuerons à investir pour soutenir cette dynamique et contribuer à la consolidation de la souveraineté industrielle du pays », a-t-il conclu.

MONNAIES

Le dollar dans le vert soutenu par la remontée du pétrole

Le dollar progresse mardi, soutenu par la remontée des prix du pétrole, qui conforte les attentes que la Réserve fédérale (Fed) conservera ses taux inchangés mercredi. Après s'être affiché en baisse durant les dernières séances face aux principales devises, le billet vert prenait 0,23% face à la monnaie unique européenne vers 09H55 GMT, à 1,1693 dollar pour un euro. Selon les analystes, la hausse des prix du brut alimente directement les anticipations d'inflation, et renforce l'idée que les banques centrales ne peuvent se permettre de relâcher leurs efforts face à l'incertitude. La Fed devrait maintenir ses taux directeurs inchangés à l'issue de sa réunion de deux jours qu'elle entame mardi, tout comme la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre jeudi. De son côté, le yen profite du fait que la Banque du Japon (BoJ) a comme attendu maintenu mardi son taux directeur à son plus haut niveau depuis 1995, à 0,75%. L'institution monétaire japonaise a au passage fortement augmenté ses prévisions d'inflation en raison de l'impact des tensions géopolitiques, ce qui pourrait l'inciter à relever ses taux dès juin. Aussi le dollar avançait plus modestement de 0,09%, face à la devise japonaise, à 159,57 yens pour un dollar. L'or pâtit lui de l'appétit pour le dollar, valeur refuge concurrente, et perdait 1,57% à 4.608,20 dollars l'once.

APS

CHU D'ORAN

Reprise de la programmation des opérations d'implants cochléaires

La programmation des opérations d'implants cochléaires a repris au Centre hospitalo-universitaire Dr Benzerdjeb d'Oran dans le but de renforcer la prise en charge médicale des patients souffrant de perte auditive, notamment les enfants, a indiqué, mardi, la cheffe du service ORL de cet établissement, Zoubida Serradji. La professeure Seradji a précisé que 22 interventions chirurgicales délicates ont été programmées sur trois jours à partir de dimanche dernier, en coordination avec une élite de compétences médicales nationales, dont le chef du service ORL de l'hôpital de

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, a organisé hier un atelier consultatif consacré à l'élaboration du deuxième rapport national volontaire sur les Objectifs de développement durable. Le président du Conseil, le professeur Mohamed Boukhari, a présidé l'ouverture de cet atelier intitulé « Élaboration du deuxième rapport national volontaire sur les Objectifs de développement durable », en présence du secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, ainsi que du conseiller à la présidence de la République chargé des affaires économiques, Kourtel Farid, d'un représentant de la présidence de la République, de parlementaires des deux chambres et d'experts internationaux. Dans son allocution d'ouverture, le président du CNESE a affirmé que l'Algérie s'est engagée avec détermination dans l'intégration des Objectifs de développement durable dans ses politiques nationales. Il a précisé

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Algérie prépare son deuxième rapport national volontaire

que cet atelier s'inscrit dans le cadre de la préparation du deuxième rapport national volontaire de l'Algérie sur les Objectifs de développement durable, qui sera présenté en juillet 2026 lors du Forum politique de haut niveau à New York. Il a rappelé que le premier rapport national volontaire avait été élaboré en 2019, constituant une étape de référence importante dans l'engagement de l'Algérie envers l'Agenda 2030. Le président du CNESE a ajouté que, depuis l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015, l'Algérie s'est engagée fermement dans l'intégration des Objectifs de développement durable dans ses politiques nationales, à travers la mise en place de mécanismes institutionnels de coordination et de suivi, ainsi que la mobilisation des différents secteurs. Ce processus a été consolidé par l'inscription des principes du développement durable dans la Constitution de 2020, confirmant une volonté politique forte fondée sur l'action et l'efficacité. M. Boukhari a souligné que la période comprise entre 2019 et 2026 n'a pas été ordinaire, le monde ayant connu la pandémie de Co-

vid-19, de profondes mutations géopolitiques et des pressions croissantes sur le développement durable à l'échelle mondiale. Malgré ces défis, l'Algérie a choisi de poursuivre, voire d'approfondir, ses engagements en faveur de l'Agenda 2030. Il a expliqué que cette rencontre confirme que l'élaboration de ce deuxième rapport volontaire n'est pas uniquement un exercice technique, mais un véritable processus participatif intégrant les voix de l'ensemble des composantes de la société, notamment les représentants de la société civile au sein des différents conseils consultatifs. Enfin, M. Boukhari a souligné que le développement durable est une responsabilité collective indivisible, estimant que la forte participation à cette rencontre en constitue la meilleure illustration. Il a exprimé son souhait de voir les débats autour de ce rapport national volontaire 2026 déboucher sur des recommandations concrètes et constructives, à même de l'élever à la hauteur des aspirations nationales.

Synthèse Z R.

RENCONTRE

Appel à l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour prévenir le stress oxydatif

Des spécialistes et chercheurs ont appelé, lundi à Blida, à l'adoption d'un régime alimentaire équilibré, considéré comme un moyen essentiel pour prévenir les effets du stress oxydatif sur la santé. Intervenant lors d'un colloque national intitulé "Le stress oxydatif dans un monde en mutation : santé, environnement et innovations multidisciplinaires", organisé par la faculté des sciences de la nature et de la vie, département biologie, de l'Université Blida1, les participants ont indiqué que ce phénomène résulte d'un déséquilibre entre radicaux libres et antioxydants dans l'organisme, favorisant l'apparition de maladies chroniques telles que les pathologies cardiovasculaires, les cancers et les troubles neurolo-

giques. Ils ont, à ce titre, insisté sur la nécessité de renforcer les comportements préventifs, notamment à travers une alimentation saine et un mode de vie équilibré. La présidente du colloque, Pr. Leïla Saâdi, a souligné que le stress oxydatif est fortement influencé par les habitudes de vie, notamment une alimentation déséquilibrée, la sédentarité et la pollution environnementale. Elle a également plaidé pour une approche multidisciplinaire associant recherche scientifique et sensibilisation, afin de réduire ce phénomène, en misant sur l'amélioration du mode de vie, la protection de l'environnement et l'apport des avan-

cées technologiques en matière de diagnostic et de traitement. De son côté, la nutritionniste Amel Kennane a préconisé l'adoption d'un régime riche en antioxydants, privilégiant fruits et légumes frais, céréales complètes et fruits secs, tout en limitant les produits transformés et les graisses saturées. Elle a souligné que l'alimentation saine, associée à une activité physique régulière, contribue efficacement à atténuer l'impact des facteurs environnementaux nocifs, notamment dans un contexte de changements climatiques et de pollution.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 أفريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Avril 2026

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		
		DA / Kg	دج / كلف	دج / كلف	دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	51	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	132	147	118	الطماطم	
	Oignon sec	86	98	75	البصل الجاف	
	Ail sec	722	831	613	الثوم الجاف	
	Ail vert	198	222	173	الثوم الأخضر	
	Carotte	121	133	108	الجزر	
	Navet	116	129	102	اللفت	
	Petit pois	189	209	169	الجلبانة	
	Fève verte	89	103	75	الفول الأخضر	
	Courgette	120	135	104	الكوسة	
	Haricot vert	318	346	290	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	123	96	الخس		
Fruits frais	Orange	276	333	220	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	221	246	195	الليمون	
	Pomme locale	472	563	381	التفاح المحلي	
	Datte	502	622	383	التمر	
	Banane	441	456	427	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1984	2134	1834	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	380	392	368	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,96	10700	22 363 000,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

Le patron du MEDEF plaide pour un partenariat décomplexé et pragmatique

En déplacement à Alger à l’invitation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Patrick Martin a affiché une ambition claire : redynamiser les relations économiques entre l’Algérie et la France sur des bases « franches, concrètes et durables ». Dans un contexte marqué par les recompositions géopolitiques et la montée en puissance de nouveaux partenaires de l’Algérie, le président du MEDEF appelle à dépasser les crispations pour bâtir un partenariat « décomplexé et pragmatique ».

Par S. R.

Dans un monde en mutation, Patrick Martin défend une vision renouvelée de la coopération franco-algérienne, fondée sur le réalisme économique, la confiance mutuelle et la valorisation des complémentarités. Une approche qu’il résume implicitement : moins de discours, plus d’actions. Interviewé par Khaled Drareni, il s’est dit « très satisfait » de la qualité des échanges engagés avec ses homologues algériens, notamment avec Kamel Moula. « Je fondais de très grands espoirs dans ce déplacement... et les choses, de mon point de vue, se passent très bien, dans une relation très franche, très constructive et très concrète », a-t-il affirmé, soulignant l’importance d’un dialogue direct entre acteurs économiques. Au cœur de sa démarche se trouve la conviction que la diplomatie économique peut jouer un rôle complémentaire à l’action des États. « Les acteurs économiques ont cette capacité à s’inscrire dans

la durée et à défendre des intérêts partagés... ce qui peut contribuer à rendre la relation toujours plus constructive », a-t-il expliqué, insistant sur une approche pragmatique, ancrée dans les réalités du terrain. Face au recul relatif de la présence française en Algérie, concurrencée notamment par la Chine, la Turquie et l’Italie, Patrick Martin reconnaît une situation préoccupante, sans pour autant céder à l’alarmisme. « Ces données, je les ai bien en tête et je les déplore. On a la ferme intention de rétablir les choses », a-t-il déclaré. Rappelant que la France demeure le deuxième investisseur dans le pays, il a mis en avant « de bons fondamentaux », tels que la proximité géographique, la langue partagée et un héritage économique commun. Sa visite sur le terrain, notamment au sein de Sanofi et Lesieur, a renforcé sa conviction quant au potentiel du marché algérien. « J’ai vu de très belles réalisations et une capacité de l’Algérie à mettre en œuvre des projets », a-t-il relevé, appelant les entreprises françaises à

mieux percevoir « les opportunités formidables » qu’offre le pays. Dans un environnement international bouleversé, notamment par les tensions au Moyen-Orient et en Europe de l’Est, le président du MEDEF estime que la refondation des chaînes de valeur impose un recentrage stratégique. « Les repères sont remis en cause... cela nous incite à regarder avec beaucoup plus d’attention des zones comme l’Algérie », a-t-il expliqué, plaidant pour remplacer la relation bilatérale « en haut de la pile ». Il insiste également sur la nécessité d’investir dans les compétences et l’innovation. Saluant la dynamique des start-up en Algérie, il a évoqué la possibilité de renforcer les synergies avec l’écosystème français. « Partager nos expériences et accélérer des projets communs dans la technologie, c’est extrêmement fondateur... c’est de notre avenir qu’il est question », a-t-il soutenu. La question du transfert de compétences et de la formation figure aussi parmi les priorités. « Nos partenariats s’inscrivent dans une re-

lation de respect mutuel... et dans le temps long », a-t-il insisté, rappelant que la formation des ingénieurs et des techniciens constitue un levier stratégique pour les deux pays. Il a ainsi évoqué la nécessité de développer des filières conjointes afin de valoriser les talents locaux et limiter la fuite des compétences. Interrogé sur le rôle de la diplomatie économique dans un contexte politique parfois tendu, Patrick Martin se veut mesuré mais déterminé. « Nous travaillons à bas bruit, dans le concret et dans la durée... et cela peut contribuer à une relation plus stable et plus sereine entre les pays », a-t-il affirmé, citant des exemples de rapprochement économique dans d’autres contextes internationaux. Enfin, le président du MEDEF a insisté sur la réciprocité des échanges, appelant également les entreprises algériennes à investir davantage en France. « La France peut être une porte d’entrée vers l’Union européenne, tout comme l’Algérie peut être une plateforme vers l’Afrique », a-t-il conclu.

RÉFORME DU COMMERCE EN ALGÉRIE

Vers une régulation plus intelligente du marché

Par Réda Hadi

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a apporté des éclaircissements détaillés devant les députés sur le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d’exercice des activités commerciales. Une intervention qui s’inscrit dans un contexte de transformation économique marqué par l’accélération de la numérisation et la volonté des pouvoirs publics de renforcer la transparence et l’efficacité du marché. Dès l’entame de son allocution, la ministre a salué la qualité des échanges parlementaires, mettant en avant « la profondeur des analyses et la précision des observations » des députés. Au cœur de cette ré-

forme figure une nouvelle approche de la régulation du marché. Le département ministériel entend rompre avec les méthodes traditionnelles pour adopter une stratégie fondée sur l’exploitation des données. « La régulation n’est plus une intervention ponctuelle, mais un processus stratégique reposant sur des informations fiables et actualisées », a-t-elle insisté. Cette orientation vise à anticiper les déséquilibres, à mieux comprendre les dynamiques du marché et à orienter la décision publique sur des bases objectives. Dans cette perspective, la mise en place d’un système d’information intégré apparaît comme un levier central. Celui-ci permettra non seulement d’analyser les tendances économiques, mais aussi de renforcer la coordination entre les différents secteurs et d’assurer un échange fluide

des données. L’objectif affiché est clair : bâtir un marché plus transparent, plus lisible et plus efficient. La numérisation du registre du commerce constitue l’un des axes majeurs de cette réforme. La ministre a rappelé que ce processus s’inscrit dans une dynamique engagée depuis plusieurs années, désormais consolidée par un cadre juridique et réglementaire renforcé. L’inscription électronique, la création d’entreprises via des plateformes numériques et la dématérialisation des procédures devraient contribuer à réduire les délais administratifs et à améliorer la qualité du service public. Cette transformation numérique s’inscrit dans la politique globale de modernisation de l’administration, avec pour ambition de rapprocher les services publics des opérateurs économiques. Elle permet également de

limiter les contraintes bureaucratiques et de favoriser un environnement plus attractif pour l’investissement. Autre point clé abordé : la mise à jour des données du registre du commerce. Le projet de loi fixe un délai maximal d’un mois pour procéder à toute modification après un changement de situation. Un délai jugé « équilibré » par la ministre, car il prend en compte à la fois les exigences de transparence et les réalités du terrain. La possibilité d’effectuer ces démarches à distance, grâce à la numérisation, renforce par ailleurs la souplesse du dispositif. Dans le même esprit de simplification, les procédures d’inscription au registre du commerce ont été allégées. La réduction du nombre de documents requis, introduite par voie réglementaire, vise à faciliter la créa-

tion d’entreprises et à encourager l’initiative économique. Cette mesure s’inscrit dans une stratégie plus large de soutien à l’entrepreneuriat et d’amélioration du climat des affaires. La question du commerce informel a également occupé une place importante dans les échanges. Consciente de la complexité du phénomène, la ministre a défendu une approche progressive basée sur l’intégration plutôt que sur la répression. La création de plus de 100 activités commerciales non sédentaires, encadrées juridiquement, constitue une première étape vers l’intégration de ces activités dans le circuit officiel. Cette démarche est appuyée par des mesures incitatives prévues dans la loi de finances 2026, traduisant une volonté politique de réduire l’économie informelle tout en préservant l’activité économique et l’emploi.

SÉCURITÉ ET SANTÉ AU TRAVAIL

Plus de 269 000 interventions de contrôle effectuées

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, accompagné du ministre de la Santé, Pr. Mohamed Seddik Aït Messaoudane, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de célébration de la 22^e édition de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, placée cette année sous le thème : « Veillons à garantir un environnement de travail sain sur les plans psychologique et social ». Dans son allocution, le ministre du Travail a souligné la prise de conscience croissante de l’importance de la culture de prévention dans le monde du travail, considérée comme un pilier fondamental de la protection du capital humain et de la durabilité de la performance au sein des entreprises. Il a indiqué que le choix du thème de cette année reflète une évolution qualitative dans l’approche des risques professionnels,

en mettant l’accent sur les dimensions psychologiques et sociales des pressions au travail et leur impact direct sur la santé, la performance et la stabilité professionnelle des travailleurs. Dans ce cadre, il a rappelé l’attention particulière accordée par le président de la République à la santé et au bien-être des travailleurs, considérés comme une priorité nationale et un axe essentiel des politiques publiques, à travers une approche globale de justice sociale garantissant un environnement de travail sûr et digne. Sur le plan international, le ministre a rappelé la sélection de l’Algérie parmi les huit pays participant à la réunion d’experts à Genève sur la sécurité et la santé au travail et les phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui reflète la reconnaissance de l’expérience algérienne en matière de prévention et de protection des travailleurs face aux défis climatiques.

Il a également mis en avant le cadre juridique national, fondé sur la Constitution, qui consacre la protection de la dignité humaine et la sécurité au travail, ainsi que des textes législatifs obligeant les entreprises à garantir un environnement de travail sain, incluant les dimensions psychologiques et sociales, avec un passage progressif d’une logique de réparation à une logique de prévention globale. Présentant le bilan national, le ministre a annoncé plus de 269 000 interventions de contrôle, près de 5 000 enquêtes sur les accidents du travail et maladies professionnelles, plus de 135 000 recommandations techniques préventives, 303 études et plans techniques de prévention, ainsi que la formation et la sensibilisation de plus de 24 000 travailleurs. Plus de 87 000 examens médicaux préventifs ont également été réalisés dans le cadre de la médecine du travail.

Ces indicateurs traduisent, selon lui, une volonté politique claire de placer l’être humain au centre du développement, tout en soulignant l’importance de l’implication des employeurs et des partenaires sociaux dans la promotion de la culture de prévention et le renforcement du dialogue social. De son côté, le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Seddik Aït Messaoudane, a mis en avant les efforts du secteur pour renforcer le système de santé au travail et la prévention en milieu professionnel, ainsi que l’actualisation du cadre réglementaire. Il a également évoqué l’élaboration d’un plan national stratégique de santé en milieu professionnel pour la période 2026-2030, dans le cadre d’une approche intégrée basée sur la coordination intersectorielle, la modernisation des dispositifs juridiques et le renforcement des systèmes de suivi et de surveillance.

Synthèse R E.

GUELMA

Mise en place de 150 nids artificiels de cigognes sur les équipements électriques

Cent-cinquante (150) nids de cigogne artificiels ont été installés, depuis le début de l'année à Guelma, sur les pylônes et autres structures électriques, afin de prévenir l'électrocution de ces échassiers, ainsi que les coupures de courant et les pannes, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de distribution de Sonelgaz. La responsable de la cellule de communication de cette direction, Rima Medhaoui, a précisé à l'APS que ces nids artificiels, placés dans différentes régions de la wilaya sur une plateforme surélevée, au-dessus des fils électriques, sont destinés à réduire le risque de contact direct entre les cigognes et les éléments sous tension en maintenant les oiseaux à distance des zones dangereuses. Le recours à ces nids artificiels est une "mesure préventive proactive basée sur une étude de terrain qui a abouti à l'adoption de cette technique comme moyen efficace de préserver l'équilibre écologique et de protéger ce type d'oiseau des électrocutions, tout en garantissant l'alimentation en continu de l'électricité en empêchant les coupures intempestives pouvant être causées par les cigognes", a ajouté la même source. Les nids artificiels ont été installés dans les zones où un grand nombre de ces échassiers est observé, notamment dans les communes d'Héliopolis, de Boumahra-Ahmed, de Belkheir, de Khezzara, de Djeballah-Khemissi, de Bouchegouf, d'Oued Fragha et de Tamlouka. Selon Mme Medhaoui, la série de mesures prises pour améliorer l'approvisionnement en électricité pendant la prochaine période estivale comprend plusieurs autres opérations, telles que l'entretien complet des lignes de tension moyenne, de 30 kilovolts, la réalisation d'un nouveau réseau électrique de 30 km à partir du transformateur principal pour alimenter les communes d'Aïn Sandel et de Khezzara, et la création d'un nouveau point de raccordement de 60/30 kilovolts destiné à alimenter la commune d'Héliopolis.

R E.

CONSTANTINE

Le chemin des touristes sur la voie de la réhabilitation

Accroché aux parois vertigineuses des gorges du Rhummel, le chemin des touristes de Constantine est désormais engagé sur la voie de la réhabilitation.

Symbole du patrimoine naturel et historique de la ville, cet itinéraire emblématique longeant les gorges du Rhummel fait l'objet d'une relance progressive, portée par une volonté affichée de réhabiliter et valoriser les sites à fort potentiel touristique. Inscrit dans les programmes de modernisation urbaine, le projet de réhabilitation mobilise une enveloppe dépassant les 600 millions de dinars, destinée à la sécurisation des falaises, à l'aménagement du parcours et à la mise en valeur de ce site exceptionnel. L'objectif est de transformer ce lieu longtemps fermé au public en un espace attractif, répondant aux normes de sécurité et aux attentes des visiteurs. Dans ce contexte, une nouvelle étape

vient d'être franchie avec l'attribution du marché relatif à l'assistance technique au maître de l'ouvrage, une mission, portant sur l'approbation de l'étude technique du projet d'exécution, selon les informations fournies par les services de la wilaya. L'opération a été confiée à un groupement de bureaux d'études pour un montant de plus de 24 millions de dinars, avec un délai de réalisation fixé à quatre mois, a précisé la même source. Cette attribution constitue un jalon déterminant dans l'évolution du projet, a estimé la même source qui indiqué qu'elle marque le passage vers une phase plus opérationnelle. Au-delà de son aspect technique, la réhabilitation du chemin des touristes s'inscrit

dans une vision plus large de requalification urbaine et de relance du tourisme à Constantine, selon la même source. En reconnectant la ville à l'un de ses parcours les plus spectaculaires, les autorités entendent redonner vie à un site chargé d'histoire, tout en renforçant l'attractivité de la capitale de l'Est. Si des défis techniques subsistent, notamment en raison de la complexité géologique des lieux, les avancées enregistrées ces dernières semaines traduisent une dynamique nouvelle, a-t-on souligné. Le chemin des touristes, longtemps à l'abandon, semble ainsi se rapprocher progressivement d'une renaissance attendue par les Constantinois.

APS

TIARET

50 exposants au Salon du matériel et des intrants agricoles, de l'élevage et des industries de transformation et du froid

Quelque 50 exposants représentant diverses filières agricoles, des banques et des instituts techniques prennent part au Salon du matériel et des intrants agricoles, de l'élevage, des industries de transformation et du froid, dont l'ouverture a eu lieu, lundi dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles, Boualem Mekhanek. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture de ce Salon de trois jours, M. Mekhanek a indiqué que l'organisation de cet évènement économique pour la quatrième année consécutive, avec la participation de fabricants de matériel agricole, d'instituts techniques, de laboratoires universitaires

spécialisés, ainsi que d'établissements bancaires et de dispositifs de soutien à l'emploi, vise à "rapprocher les technologies modernes des producteurs et à les accompagner dans leur acquisition". Le Salon permet également aux agriculteurs de découvrir les mesures incitatives récemment mises en place par les pouvoirs publics pour développer le secteur, notamment la création de chambres froides et l'acquisition d'équipements modernes via des financements bancaires avantageux proposés par six banques publiques, ainsi que l'élargissement des activités agricoles, grâce aux dispositifs d'appui comme l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et

l'Agence nationale de gestion du microcrédit. La place et le hall de la salle omnisports Belarbi-Abdellah accueillent une exposition de divers équipements agricoles modernes, dont des machines performantes pour le semis du tournesol et du colza, ainsi que des tracteurs, charrues, remorques, moissonneuses-batteuses, matériels d'irrigation, d'aquaculture et des équipements de réfrigération fabriqués localement. Par ailleurs, les représentants des banques et des organismes de soutien ont fourni des explications aux visiteurs sur les formules de financement disponibles pour l'acquisition de matériel agricole, notamment en ce qui concerne les montants et les taux d'intérêt préférentiels,

précisant que plusieurs dossiers sont actuellement à l'étude. De leur côté, les représentants des instituts techniques relevant du secteur agricole, ainsi que des laboratoires de recherche de l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret, ont présenté des données et techniques innovantes pour le développement du secteur, telles que l'intégration de l'intelligence artificielle dans la gestion des exploitations agricoles, l'insémination artificielle, l'irrigation complémentaire intelligente des céréales, ainsi que des expériences scientifiques visant le développement des filières des fruits et légumes et la production de médicaments à partir d'extraits d'huiles végétales.

APS

SKIKDA

Les récifs artificiels, “outil stratégique pour promouvoir l’exploitation durable des ressources halieutiques”

Les participants à une journée d'étude et de sensibilisation sur "les récifs artificiels en tant qu'outil de soutien à la gestion intégrée des zones côtières", organisée lundi à l'université de Skikda, ont souligné que ces installations constituent "un outil stratégique contribuant à promouvoir l'exploitation durable des ressources halieutiques grâce à leur rôle en matière d'aménagement des zones côtières et d'équilibre de l'écosystème marin". M. Hanafi Haniche, directeur du développement de la pêche à la direction générale de la pêche et de l'aquaculture, a indiqué, dans sa communication lors de cette rencontre organisée par la direction de wilaya du secteur en coordination avec la faculté des sciences de l'université de Skikda, que le déploiement des récifs artificiels en mer "procède

d'une approche intégrée alliant restauration environnementale, soutien de la pêche traditionnelle et régulation de l'utilisation de l'espace maritime". Il a ajouté que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche "travaille à la mise en œuvre de ce programme dans des wilayas modèles telles que Skikda, Tipaza, Oran et Tizi Ouzou", avant d'évoquer "l'expérience pionnière réalisée dans la région de Bousfer, à Oran, où des résultats positifs ont été obtenus". Il a également indiqué que l'opération de déploiement et d'immersion des récifs artificiels "figure en bonne place sur la feuille de route du secteur pour la période 2026-2028". Intervenant à son tour, M. Naïm Belakri, directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Skikda, s'est attardé sur la

définition des récifs artificiels et leur cadre juridique, affirmant qu'ils sont "déployés en profondeur en utilisant différents matériaux respectueux de l'environnement marin, dans le but de créer de nouveaux habitats marins ressemblant aux récifs naturels", ce qui est, selon lui, "de nature à encourager la reproduction des poissons et des organismes marins, cette technique étant l'un des moyens modernes utilisés mondialement pour soutenir la pêche durable". La direction de la pêche et de l'aquaculture de Skikda "a reçu 4 demandes pour la réalisation de ces récifs à Collo, El Marsa et Skikda", selon M. Belakri qui a affirmé qu'il s'agit d'un "outil efficace pour protéger la biodiversité marine et restaurer les habitats naturels dégradés, contribuant ainsi à augmenter la productivité des petits métiers en renfor-

çant les stocks de poissons". Le directeur de l'université de Skikda, M. Toufik Boufendi, a souligné, quant à lui, "l'importance de la coopération académique dans ce domaine", indiquant qu'une étude a été réalisée pour évaluer la faisabilité de l'immersion d'un récif artificiel dans la baie d'El Marsa, conformément à une convention passée avec la direction de la pêche et de l'aquaculture. Cette étude, menée par le Pr Faiza Oujan de la faculté des sciences de l'université, a "conclu à l'importance technique, environnementale, sociale et économique significative de ce projet, qui aura également des effets positifs à moyen et long terme, tant sur le plan de l'écosystème marin que pour les professionnels de la pêche".

APS

Structuration du modèle économique de la transition énergétique en Algérie (2026-2030)

2^e partie

L'Algérie entre dans une phase décisive de sa transition énergétique. Avec le lancement opérationnel du programme des 3 200 MW, le pays franchit enfin un seuil attendu depuis longtemps, celui du passage des annonces à la production réelle. Cette évolution mérite d'être soulignée, car elle marque une rupture avec une logique où le solaire restait cantonné à une ambition affichée sans traduction économique concrète. Pour autant, cette avancée, aussi importante soit-elle, ne constitue pas une finalité. Elle pose au contraire une question plus exigeante : que fera l'Algérie de cette énergie une fois produite ?



Par : Sid Ali MOKHEFI

L'Algérie dispose d'un potentiel solaire exceptionnel, de premiers instruments fiscaux, d'une dynamique de déploiement et d'un début de structuration industrielle. Ce qui lui manque désormais, c'est l'organisation cohérente de ces éléments dans un système lisible, stable et orienté vers la création de valeur. Le problème central n'est donc plus de savoir si le solaire est techniquement possible. Il l'est. Le problème central est de savoir comment faire en sorte que chaque mégawatt installé sur le terrain se traduise concrètement par une baisse des coûts de production, une montée en puissance de l'industrie nationale, une amélioration de la compétitivité agricole et industrielle, et une réduction durable de la pression sur les ressources fossiles.

III. Limites structurelles à lever

Le système actuel demeure contraint par plusieurs limites majeures. La première tient à la logique de substitution qui domine encore. Le solaire est utilisé pour libérer du gaz exportable, ce qui maintient une dépendance indirecte à la volatilité des marchés fossiles. Cette logique est rationnelle dans un pays où les recettes gazières restent centrales, mais elle n'engendre pas à elle seule une économie solaire autonome. La deuxième limite réside dans l'absence d'un cadre économique clair pour la valorisation de l'électricité produite. Lorsqu'un acteur privé, une usine, une exploitation agricole ou une infrastructure publique produit de l'énergie so-

laire, les règles de valorisation ne sont pas encore suffisamment stabilisées. Le manque de visibilité sur les mécanismes de compensation, sur les conditions de rachat du surplus et sur la durée des engagements freine directement l'investissement. La troisième limite concerne le financement. Le coût initial reste élevé pour de nombreux acteurs, notamment les PME, les exploitations agricoles et certains industriels. Les banques ne disposent pas encore de mécanismes suffisamment sécurisés pour accompagner massivement ces projets sur le long terme. La quatrième limite touche à l'intégration industrielle. Une part importante de la valeur ajoutée reste captée à l'extérieur, notamment à travers les composants critiques, les onduleurs, les systèmes intelligents et certains segments avancés de maintenance et de gestion énergétique. Sans maîtrise progressive de ces éléments, la transition énergétique risque de créer de l'activité sans produire suffisamment de richesse nationale durable. La cinquième limite porte sur l'insuffisance du cadre de certification, de normalisation et de contrôle.

L'absence de normes strictes fragilise la confiance du marché, laisse entrer des équipements de qualité inégale et affaiblit la crédibilité de la filière. Enfin, la base productive demeure trop centralisée.

Les industriels, les agriculteurs, les grandes infrastructures publiques énergivores, les projets privés structurants, mais aussi les petites structures et, à terme, les particuliers, ne sont pas encore pleinement intégrés dans le modèle. Tant que cette base de production restera étroite, le système ne gagnera ni en ampleur, ni en résilience.

IV. Orientation stratégique

Il est proposé de faire évoluer le système actuel vers un modèle économique intégré, fondé sur la valorisation directe de l'énergie solaire dans l'économie réelle.

Le principe est simple : faire du solaire une ressource productive, et non uniquement énergétique. Il s'agit de créer un lien direct entre énergie, financement, industrie et production. Le système doit évoluer d'un modèle centralisé vers un modèle hybride combinant production publique et autoproduction encadrée. Cette transformation implique l'intégration du solaire dans l'industrie, l'agriculture et les infrastructures, la possibilité pour les acteurs économiques de produire leur propre énergie, ainsi que l'émergence de relations plus directes entre production et consommation. À terme, toute nouvelle infrastructure industrielle ou agricole de grande envergure devra intégrer une composante énergétique solaire dès sa conception. Il ne s'agit pas d'une option secondaire, mais d'une condition de viabilité économique dans une perspective post-pétrole.

V. Leviers opérationnels

1. Structuration du financement et recyclage de la rente fossile

La première condition d'exécution repose sur le financement. Tant que le solaire reste perçu comme un investissement lourd assumé uniquement par l'industriel, l'agriculteur ou l'investisseur, son déploiement reste limité. Il convient donc de mettre en place un mécanisme structuré de recyclage de la rente fossile. Chaque mètre cube de gaz économisé grâce à la production solaire est exporté au prix du marché interna-

tional. Le surplus de devises généré ne doit pas être absorbé indistinctement dans le budget général, mais orienté vers un Fonds National de Garantie Solaire. Ce fonds doit être conçu comme un outil de sécurisation bancaire. Il n'a pas vocation à remplacer les banques, mais à couvrir une part significative du risque, en garantissant jusqu'à 70 à 80 % de l'investissement initial pour les projets solaires portés par les industriels, les agriculteurs et les opérateurs économiques structurants. À partir de là, les banques nationales pourront prêter à des taux bonifiés. Ce mécanisme transforme le gaz en levier financier direct de la transition. Il constitue le premier moteur d'exécution : transformer une molécule de gaz économisée en ligne de crédit pour un investisseur algérien.

2. Création d'un cadre économique de valorisation de l'électricité

Le deuxième levier repose sur la valorisation de l'électricité produite. Sans visibilité, aucun banquier ne finance, aucun industriel n'investit, aucun marché ne peut émerger. Il faut donc activer un système de compensation énergétique opérationnel. Sur le terrain, cela signifie qu'un industriel qui installe des panneaux sur son usine doit être raccordé au réseau national par un compteur bidirectionnel. L'électricité produite en journée, et non consommée immédiatement, est injectée dans le réseau et comptabilisée au bénéfice de l'entreprise. Elle peut ensuite être déduite de sa consommation nocturne ou de sa consommation à d'autres moments de la journée. Si, sur l'ensemble l'année, la production dépasse la consommation, le surplus doit être racheté par Sonelgaz dans le cadre d'un contrat de long terme. Ce contrat doit reposer sur un tarif connu, stable, indexé et crédible. Une fourchette de 10 à 15 DA/kWh, modulée selon les zones et les coûts de raccordement, permettrait d'assurer à la fois la rentabilité de l'investisseur et la soutenabilité du système. Ce tarif doit être garanti sur dix à quinze ans. C'est cette stabilité qui rend les projets banca- bles et donne au secteur privé la confiance nécessaire pour s'engager.

(A suivre)

Bio express

Sid Ali Mokhefi est un entrepreneur et dirigeant algérien dont l'action est dédiée à la structuration industrielle nationale et à la transition vers une économie verte et souveraine. Ancien président-directeur général d'EDIELEC, il s'est imposé dès 2009 comme un précurseur des solutions énergétiques durables en Algérie en développant des systèmes d'éclairage public hybrides combinant le solaire, le micro-éolien et la technologie LED pour réduire la dépendance énergétique des territoires.

MAURITANIE

Lancement d'un appel d'offres pour la création d'une nouvelle zone industrielle

Le Premier ministre mauritanien, Mokhtar Ould Diay, a déclaré que le ministère des Mines et de l'Industrie avait lancé cette semaine un appel d'offres pour la réalisation d'une étude scientifique approfondie portant sur la création d'une nouvelle zone industrielle, dont l'emplacement a déjà été défini, et qui devrait compter parmi les plus grandes zones industrielles de la région, avec une superficie de plus de 800 hectares. Il a ajouté, lors d'une allocution prononcée à l'occasion de la clôture du salon Expo Mauritanie 2026, que cette zone bénéficie d'atouts stratégiques importants, notamment la disponibilité de l'énergie, une infrastructure électrique de pointe et des services de communication modernes, ainsi que sa proximité avec les ports et les axes routiers, ce qui en fait un environnement attractif pour l'investissement industriel. Le Premier ministre a souligné que ce qu'il a qualifié de « dynamique croissante du secteur industriel » doit contribuer à ancrer les normes de qualité, à valoriser la main-d'œuvre nationale et à renforcer la valeur ajoutée. Il a affirmé qu'il n'était pas acceptable d'avoir des industries ou des produits qui ne répondent pas aux spécifications requises, qu'ils soient destinés au marché local ou à l'exportation. Il a appelé à valoriser la main-d'œuvre nationale en lui accordant la priorité dans les différentes activités industrielles, soulignant que la construction d'une industrie durable ne passe pas par le recours à la main-d'œuvre étrangère, mais par les efforts et les compétences de la jeunesse mauritanienne, ce qui renforce la souveraineté économique et garantit la pérennité de la croissance.

Agence

LIBYE

Le FMI prévoit une croissance du PIB libyen en baisse de 9,2% en 2026

L'économie libyenne confirme sa reprise malgré la persistance de plusieurs fragilités auxquelles elle demeure confrontée, vient d'indiquer le FMI (Fonds monétaire international) dans ses nouvelles perspectives de l'économie mondial de ce mois d'avril.

R I/Agence

Ainsi, après une forte croissance en 2025, estimée à 15,9%, l'activité économique devrait ralentir durant la période allant de 2026 à 2027 dans le pays maghrébin, selon les mêmes données, faisant ressortir que l'essor de l'année précédente a été soutenu par la hausse de la production pétrolière, qui a atteint en moyenne 1,4 million de barils par jour. Pour l'année en cours, la croissance attendue devra connaître en revanche une contraction significative, puisqu'elle devrait revenir à 6,7%, avant de s'accroître l'année prochaine avec une nouvelle baisse et sera limitée à 4,5% seulement. Du côté des prix, la situation reste plus préoccupante, avec l'inflation qui devrait connaître un nouveau renchérissement cette année et en 2027, et ce, après avoir été « modérée » l'année précédente, à un taux moyen de 1,8%. Pour cette année, les nouvelles prévisions de l'institution financière internationale tablent sur une inflation qui devrait dépasser le cap des 10% et s'y maintiendrait



l'année prochaine, ce qui s'explique notamment par « l'augmentation des prix des produits importés et par la dévaluation de la monnaie locale (le dinar libyen) ». Les finances publiques suscitent également des inquiétudes, avec le déficit budgétaire qui devrait rester très élevé sur toute la période, atteignant plus de 30% de la richesse nationale en 2025, avant de reculer à environ 21% en 2026

et de remonter à près de 24% en 2027. Une situation que le FMI explique en partie par « des dépenses importantes réalisées en dehors du budget officiel ». Les échanges extérieurs de la Libye pourraient en revanche s'améliorer dès cette année, car, après un déficit en 2025, la Libye devrait retrouver un excédent dès 2026, grâce à la hausse attendue des revenus pétroliers.

LIBAN

Le budget 2026 déjà rattrapé par la guerre

Adopté en février et présenté comme un budget d'équilibre, le budget 2026 du Liban n'a même pas encore produit ses effets complets qu'il se retrouve déjà fragilisé par la guerre. Sur le papier, la loi de finances repose sur une trajectoire ordonnée : hausse des recettes, dépenses contenues, absence d'avance à Électricité du Liban, et pari implicite sur une croissance encore positive grâce au tourisme, aux transferts de la diaspora et à une stabilité monétaire prolongée.

Dans la réalité de mars 2026, plusieurs de ces hypothèses ont déjà commencé à se fissurer. L'escalade militaire a fait plus de 900 morts au Liban et déplacé environ un million de personnes en moins de trois semaines, pendant que l'ONU lançait un appel humanitaire de 308 millions de dollars pour répondre à l'urgence. Dans un tel contexte, la vraie question n'est plus de savoir si le budget était « équilibré » au moment de son vote, mais combien de temps cet équilibre comptable peut survivre à un

choc de guerre. Le décalage est d'autant plus frappant que l'économie libanaise abordait 2026 sur une reprise modeste, mais réelle. La Banque mondiale estimait en janvier que le PIB réel avait progressé de 3,5 % en 2025 et prévoyait encore 4 % de croissance en 2026, à condition que les réformes se poursuivent, que des flux de reconstruction modestes se matérialisent et surtout que la stabilité politique soit maintenue. L'institution ajoutait que les transferts des expatriés et le tou-

risme resteraient les deux principaux moteurs de l'activité. Or la guerre a précisément attaqué ces fondations. Elle frappe les infrastructures, déplace massivement la population, accroît l'incertitude régionale et menace déjà la saison estivale, qui devait servir de carburant à la reprise. Le budget 2026 se retrouve donc rattrapé non seulement par une urgence sécuritaire, mais aussi par l'effondrement progressif de son scénario macroéconomique de départ.

R I.

ÉGYPTE

TMG construira une zone spéciale d'investissement de 23 milliards d'euros à l'est du Caire

Dans un contexte de réformes économiques et de recherche de capitaux, l'Égypte accélère le développement de mégaprojets urbains intégrés pour structurer sa croissance et renforcer son attractivité. Talaat Moustafa Group (TMG), plus grand promoteur immobilier coté en Bourse d'Égypte, a annoncé le 18 avril dernier la construction de « The Spine », une ville nouvelle estimée à 1 400 milliards de livres égyptiennes (23 milliards d'euros), à l'est du Caire. Conçu comme une zone d'investissement spéciale intégrée, le projet s'étendra sur environ 2,4 millions m² et comprendra des fonctions résidentielles, commerciales, hôtelières, de loisirs ainsi que des espaces publics, avec 165 tours prévues.

L'IA pour optimiser gestion et flux

Le projet est développé en partenariat avec la National Bank of Egypt (NBE), avec un capital initial de 69 milliards de livres égyptiennes (1,1 milliard d'euros). Selon TMG, il pourrait représenter près de 1% du PIB national et générer plus de 800 milliards de livres égyptiennes de recettes fiscales. Sur le front social, le chantier devrait créer près de 155 000 emplois directs et indirects. Pensé comme une ville intégrée, « The Spine » mise sur les technologies avancées, dont l'intelligence artificielle, pour optimiser la gestion des infrastructures, des services et des flux urbains. Le schéma d'aménagement prévoit également un réseau logistique souterrain pour le transport et l'approvisionnement et réserve près de 70% de la superficie aux espaces verts et ouverts. Au-delà de la vente immobilière, le modèle repose sur une exploitation conti-

nue des actifs, positionnant le projet comme une plateforme urbaine génératrice de revenus sur le long terme.

Un levier économique dans un contexte de transformation

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale visant à attirer les investissements et soutenir la croissance, dans un contexte marqué par la dette, l'inflation et les tensions sur les devises. Les autorités mettent en avant la stabilité et le potentiel de rendement de ces projets pour séduire les investisseurs, tandis que les récentes évaluations des agences de notation confirment les avancées des réformes macroéconomiques. Début avril, S&P Global Ratings a maintenu la note souveraine de l'Égypte à « B-/B » avec une perspective stable, saluant les progrès réalisés et le renforcement des ré-

serve externes, tout en soulignant un contexte économique encore contraint et des vulnérabilités persistantes liées à la dépendance aux importations d'énergie et à l'exposition aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières. Le nouveau développement porté par TMG s'inscrit dans une concurrence régionale accrue pour capter les capitaux, notamment ceux du Golfe. Plusieurs projets immobiliers et touristiques d'envergure illustrent ce repositionnement stratégique. L'un des plus importants concerne l'annonce faite en novembre 2025 par Qatari Diar, qui envisage d'injecter près de 30 milliards de dollars (25,5 milliards d'euros) dans un complexe touristique haut de gamme à Alam Al-Roum, sur la Méditerranée.

Synthèse R I.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2025

L'aide bilatérale au développement recule de 26,3 %

Après une hausse exceptionnelle portée par des crises telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, l'aide publique au développement a baissé pour la deuxième année consécutive en 2025. L'aide publique au développement (APD) bilatérale accordée par les pays membres et associés du Comité d'aide au développement (CAD) à l'Afrique subsaharienne a enregistré un repli de 26,3 % en 2025 pour s'établir à 29,2 milliards de dollars, a révélé l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans un rapport.

Cette enveloppe reste inférieure à l'aide bilatérale accordée à l'Ukraine, qui atteint 44,9 milliards de dollars en incluant les contributions des institutions de l'Union européenne. Elle demeure toutefois légèrement supérieure au volume total de l'aide bilatérale destinée à l'ensemble des pays les moins avancés (PMA) dans le monde, estimé à 28,1 milliards de dollars. Les données préliminaires de l'OCDE montrent d'autre part que l'aide publique au développement, toutes composantes confondues, a affiché un recul de 23,1 % en termes réels comparativement à 2024, soit la plus forte baisse jamais enregistrée dans l'histoire de l'APD. Durant l'année écoulée, l'APD consentie par les pays membres du CAD et leurs associés s'est établie à 174,3 milliards de dollars, ce qui représente 0,26 % de leur revenu national brut (RNB) combiné, en

baisse par rapport aux 215,1 milliards (soit 0,34 % du RNB) enregistrés en 2024. L'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France représentent 95,7 % de la baisse totale. À eux seuls, les États-Unis sont à l'origine des trois quarts de ce recul, avec une APD en baisse de 56,9 % par rapport à 2024, sous l'effet de la politique « America First » de Donald Trump qui s'est notamment manifestée par le gel puis la suppression de plus de 83 % des programmes de l'USAID. L'Allemagne est ainsi devenue pour la première fois de l'histoire le premier fournisseur d'APD, avec un total de 29,1 milliards de dollars.

Un nouveau repli prévu en 2026

Huit des 34 pays membres du CAD ont maintenu ou augmenté leurs budgets d'APD, et quatre pays ont dépassé la cible

de 0,7 % fixée par les Nations Unies pour le pourcentage du RNB consacré à l'APD, en l'occurrence le Danemark (0,72 %), le Luxembourg (0,99 %), la Norvège (1,03 %) et la Suède (0,85 %). Les coupes budgétaires drastiques ont concerné les deux types de financements. L'APD bilatérale globale a diminué de 26,4 % pour s'établir à 126,4 milliards de dollars, du fait d'un recul marqué des dons. S'agissant de l'APD multilatérale, en recul pour la deuxième année consécutive, les baisses ont surtout touché les contributions de base au système des Nations Unies alors que les contributions à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement ont augmenté.

Agence

ANGOLA

Le fonds d'impact d'Enko Capital investit dans un projet solaire de 724 MW

Le projet est développé par la société Omatapalo, un groupe spécialisé dans le secteur de la construction et du développement national. Le gestionnaire d'actifs panafricain Enko Capital a annoncé, mercredi 22 avril, un investissement dans un projet solaire en Angola, via son fonds Enko Impact Credit Strategy, qui a réalisé une première clôture de 100 millions de dollars en octobre 2025 lors de son tour de table initial. Le financement dont le montant n'a pas été précisé est destiné à Metalosul, une entreprise angolaise

de construction métallique fondée en 2009 et filiale du groupe Omatapalo, pour développer une infrastructure solaire d'une capacité de production estimée à 724 MW. Les fonds serviront notamment à l'achat de panneaux photovoltaïques pour un site situé à Luanda, avec une garantie apportée par Export-Import Bank of the United States. Le projet prévoit notamment le déploiement de solutions de pompage solaire pour améliorer l'accès à l'eau potable, ainsi que le renforcement des services de santé et d'éducation. La création

d'emplois locaux et l'amélioration des conditions de vie figurent également parmi les retombées attendues. « Au-delà du financement, cette collaboration reflète un engagement commun à conduire la transition énergétique, à élargir l'accès à une énergie fiable et à créer une valeur à long terme pour nos communautés », a déclaré Pedro Martins, CFO du groupe Omatapalo. Cet investissement est réalisé alors que l'Angola cherche à accélérer la diversification de son mix énergétique et à réduire sa

dépendance aux hydrocarbures. Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena), le pays vise désormais une capacité installée de 9000 MW d'ici 2027, contre 800 MW prévus en 2025. L'objectif est le raccordement de 1,7 million de nouvelles personnes, selon le ministère de l'Énergie et de l'Eau. Le pays dispose d'un potentiel renouvelable, estimé à plus de 500 GW pour le solaire photovoltaïque et environ 85 GW pour l'éolien terrestre.

Agence

SÉNÉGAL
Petrosen reprend le projet gazier Yakaar-Teranga suite au départ Kosmos

La reprise par le Sénégal de la licence gazière Yakaar-Teranga a été évoquée depuis la fin de l'année dernière. D'autres sont prévues par les autorités sénégalaises. La compagnie américaine Kosmos Energy a signé avec la société publique responsable des hydrocarbures au Sénégal, Petrosen, un accord conjoint de retrait du bloc gazier Yakaar-Teranga (Cayar Offshore Profond). L'entente attribue l'exclusivité de la licence à la compagnie nationale sénégalaise, selon les informations rapportées jeudi 23 avril par l'Agence de presse du Sénégal (APS). « Ce retrait sera entériné par un arrêté ministériel. Et une nouvelle licence sera octroyée exclusivement à Petrosen pour l'exploitation de Yakaar-Teranga », a déclaré le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko sur sa page Facebook. Le chef du gouvernement a présenté l'accord de retrait comme une « victoire majeure », indiquant qu'aucune contrepartie financière n'a été versée par le Sénégal. Il évoque une récupération d'actifs liés à d'anciens contrats. Yakaar-Teranga désigne en effet un permis gazier situé dans le bassin sédimentaire offshore sénégalais, aussi appelé Cayar Offshore Profond. Ce site, historiquement opéré par un consortium impliquant Kosmos Energy et Petrosen, selon les données officielles, constitue l'une des principales zones d'exploration gazière du pays côtier d'Afrique occidentale. Et les chiffres donnent la mesure de l'enjeu. Les évaluations du bassin sédimentaire sénégalais offshore documentées par les autorités compétentes évoquent des ressources récupérables de gaz supérieures à 20 trillions de pieds cubes (Tcf). Un potentiel qui n'a pourtant pas suffi à retenir les investisseurs étrangers.

Retrait progressif déjà engagé par Kosmos Energy

En mars 2025, Kosmos Energy avait déjà indiqué son intention de se désengager du bloc Cayar Offshore Profond, invoquant des pertes financières et l'absence de partenaire stratégique. Le retrait de BP sur le même projet avait précédé cette position, comme le rappelle Seneweb. La licence devant expirer en juillet prochain, le bloc était de toute façon appelé à revenir à l'État sénégalais, faute de nouvel investisseur.

R. I.

ALIMENTATION ANIMALE

L'Afrique, moteur de la croissance mondiale en 2025

Depuis 2023, la production d'aliments pour animaux en Afrique s'inscrit dans une dynamique positive. Avec l'intensification des modes de production et la demande pour les protéines animales, tous les indicateurs sont au vert. En 2025, l'industrie africaine de l'alimentation animale a enregistré la plus forte croissance mondiale. Selon le rapport « Agri-Food Outlook » de la société américaine Alltech, paru le 21 avril 2026, le continent a produit 64,2 millions de tonnes de rations animales durant l'année écoulée, soit un volume en progression de 11,5 % par rapport à 2024 contre seulement 2,9 % pour la moyenne mondiale. Il s'agit de la deuxième année consécutive où la région affiche la progression la plus forte sur le globe

L'aquaculture mène la danse

S'il était au bas du classement en 2024, le segment de la production pour l'aquaculture a été celui qui a connu l'amélioration la plus importante dans toute l'industrie africaine. Selon le cabinet, l'offre africaine a grimpé de 27,5 % à 2,1 millions de tonnes sur la période, contre environ 4,7 % à l'échelle mondiale. Cette progression est d'abord le fait des bons résultats du côté de l'Égypte où les tonnages ont progressé de 36 %, en dépit des « problèmes de concurrence pour l'eau ». Le pays d'Afrique du Nord est le premier producteur aquacole du continent et troisième fournisseur mondial de tilapias derrière la Chine et l'Indonésie. Derrière cette branche de l'industrie, ar-

rive au second rang le segment des aliments pour les vaches laitières. Le volume produit a crû de 13,5 % atteignant 10 millions de tonnes l'an dernier. Une progression qui confirme la dynamique des fermes laitières qui adoptent de plus en plus des modèles intensifs, qui renforcent leur dépendance aux formulations et entraînent une hausse des volumes d'aliments consommés. « En Afrique du Sud, l'amélioration des conditions économiques et la baisse des coûts des matières premières ont soutenu la demande d'aliments pour animaux, bien que la fièvre aphteuse reste un risque. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, l'augmentation de l'utilisation d'aliments composés par vache et la formalisation progressive des chaînes d'approvisionnement ont augmenté les volumes totaux »,

indique le rapport. Pour le reste, la firme souligne que le segment de la production d'aliments à destination de l'industrie de la volaille reste le plus important et représente plus de 45 % du stock total. Sur l'année écoulée, l'offre en aliments pour les poulets de chair a passé le cap des 20 millions de tonnes signant une croissance record au niveau mondial (12,7 %) grâce à l'Égypte (+21,9 %), premier producteur africain de poulets. Pendant ce temps, le volume destiné aux poules pondeuses a grimpé de 10,5 % à 9,69 millions de tonnes. Les autres segments comme les animaux pour porcs et bovins ont aussi clôturé l'année 2025 sur des notes positives (+8,6 % à 2,5 millions de tonnes et +8,4 % à 7 millions de tonnes).

Agence

MARCHÉ EN ASIE

Pétrole et Bourses face à l’impasse au Moyen-Orient

Les prix du pétrole continuent de grimper mardi en Asie et la Bourse de Tokyo recule en l'absence d'issue au conflit entre les États-Unis et l'Iran et de craintes d'une paralysie prolongée du détroit d'Ormuz.

Vers 05H00 GMT, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juin, référence du marché américain, grimpait de 1,08% à 97,41 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison le même mois, référence du marché mondial, gonflait de 1,10% à 109,42 dollars. «L'anticipation dominante sur les marchés reste que les flux (de pétrole) commenceront à se normaliser au cours des mois de mai et juin (...) Mais le temps presse. Chaque jour resserre l'équilibre physique, entame les marges de sécurité et accroît le risque d'embardees plus prononcées» des cours, avertit Rebecca Babin, de CIBC Private Wealth Group, citée par Bloomberg. Donald Trump avait annulé samedi un déplacement de sa délégation au Pakistan prévu pour négocier avec l'Iran. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a imputé lundi aux États-Unis l'échec des pourparlers. Mais les États-Unis assurent désormais examiner les dernières propositions de Téhéran pour débloquer le détroit d'Ormuz, deux mois après le déclenchement de l'offensive israélo-américaine contre l'Iran. «Le marché est disposé à y voir un progrès, car il souhaite croire que le pire scénario peut être évité. Pourtant, la réalité physique demeure inchangée. Le trafic à travers le détroit reste, en pratique, au point mort, et les flux pétroliers demeurent entra-

vés», constate Stephen Innes, de SPI Asset Management. Le détroit d'Ormuz, par où transitent d'ordinaire 20% du brut mondial et du GNL, fait l'objet d'un double blocus iranien et américain. «La perspective de fermetures de puits n'est plus purement théorique: elle est sur le point de devenir réalité. Une fois que les capacités de stockage de l'Iran seront saturées et les exportations bloquées, les producteurs seront contraints de fermer leurs puits», avertit Stephen Innes. «Il ne s'agit pas là d'une simple mise en pause. Les gisements pétroliers fonctionnent grâce à la pression ; lorsque celle-ci se dissipe, les réservoirs se dégradent, les infiltrations d'eau augmentent, certaines parties du système ne retrouvent jamais pleinement leur état initial (...) Plus le système reste figé longtemps, plus la capacité perdue de manière permanente est importante». Pour autant, «le marché intègre dans les prix une réouverture comme si l'offre allait rebondir instantanément et sans heurts. En réalité, même dans le meilleur des scénarios, le redémarrage s'avérera échelonné et incomplet», avec «un resserrement structurel de l'offre» qui pourrait continuer de doper les cours, estime-t-il.

Bourses: Tokyo s’incline, la tech résiste à Séoul

À la Bourse de Tokyo vers 05H00 GMT, l'indice vedette Nikkei perdait 0,89% à 59.996

points. La Bourse de Sydney lâchait 0,60%, l'indice hongkongais Hang Seng 0,67%. À Séoul en revanche, l'indice Kospi gagnait 0,90%, après avoir dépassé les 6.700 points pour la première fois en séance, toujours dopé par les valeurs technologiques. Tout comme Taipei (+0,38%), à l'unisson d'une fièvre sur l'IA qui se poursuit aussi à Wall Street Rendue frileuse par les incertitudes au Moyen-Orient, la place tokyoïte a aussi scruté mardi la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ): l'institution a comme attendu laissé ses taux inchangés, mais elle a fortement relevé ses prévisions d'inflation et abaissé ses anticipations de croissance économique pour le pays.

Nissan bondit, perspectives revues en hausse

Le titre du constructeur automobile japonais Nissan s'est envolé de plus de 6% en début d'échanges à Tokyo, et gagnait encore d'environ 3,8% vers 05H00 GMT. Le groupe a relevé lundi soir ses prévisions de résultats, prévoyant d'éviter ce qui aurait pu constituer sa première perte d'exploitation annuelle en cinq ans. Nissan estime désormais avoir dégagé un bénéfice d'exploitation annuel de 50 milliards de yens (314 millions de dollars), alors que ses prévisions précédentes tablaient sur une perte de 60 milliards de yens, pour l'exercice 2025-2026. Ses résultats seront publiés le 13 mai. Il s'agit d'une rare éclaircie pour un constructeur en pleine restructuration et qui peine à se réinventer après avoir manqué le virage vers les électriques et hybrides.

Agence

BOURSE ZURICH

Le SMI ouvre dans le rouge, plombé par Novartis

La Bourse de Zurich a débuté la séance de mardi matin en recul, après avoir clôturé en léger repli la veille. Alors que la résolution prochaine du conflit au Moyen-Orient demeure incertaine, une proposition iranienne étant en cours d'examen à Washington, en Suisse, les résultats de Novartis ont complètement déçu les attentes des investisseurs. Le géant pharmaceutique fait face à une forte concurrence des médicaments génériques. "La semaine a débuté dans la prudence, aucune avancée majeure n'ayant été enregistrée dans les négociations de paix au Moyen-Orient", relève l'experte de Swissquote Bank, Ipek Ozkardeskaya. Elle ajoute que les tensions demeurant vives, cette situation maintient les prix du pétrole sous pression à la hausse. Dans un contexte d'incertitudes énergétiques, "l'attention des investisseurs se déplace désormais vers les résultats des géants technologiques et les décisions des banques

centrales, véritables tests pour valider - ou non - la solidité du rallye actuel. Le retour 'aux sources' d'une certaine manière", note pour sa part John Plassard, l'associé de Cité Gestion. Aux Etats-Unis, la réunion du Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) débute aujourd'hui et se tiendra jusqu'à mercredi. "On ne s'attend plus à ce que la Fed abaisse ses taux avant décembre, même si Kevin Warsh soutient l'idée de baisses - une décision qui ferait grandement plaisir à la Maison Blanche", commente Mme Ozkardeskaya. Les chiffres de la confiance des consommateurs outre-Atlantique en avril sont pour leur part attendus dans l'après-midi. Sur territoire helvète, la saison des résultats poursuit son cours, Novartis ayant notamment publié un chiffre d'affaires en net affaïssement au premier trimestre, plombé par la concurrence des médicaments génériques.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 27 Avril 2026 Valeur : 29 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.2278	132.2428
1	EUR	EURO		155.2883	155.3192
1	GBP	POUND STERLING		179.1219	179.1422
100	JPY	JAPANESE YEN		83.0681	83.0827
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3740	19.3782
1	CHF	SWISS FRANC		168.5934	168.6555
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.0266	97.0589
1	DKK	DANISH KRONE		20.7778	20.7841
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3525	14.3564
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2548	14.2591
1	AED	UAE DIRHAM		35.9980	36.0040
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2523	35.2582
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.4121	431.6018
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1431	45.5968
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2859	14.2876
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7804	20.8868
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3124	3.3227
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.1325	181.1325

Les Bourses temporisent avant la “semaine de tous les dangers”

Les Bourses temporisaient lundi en lever de rideau d'une "semaine de tous les dangers" qui sera marquée par les réunions des banques centrales et l'annonce des résultats trimestriels des géants de la tech aux Etats-Unis. A Francfort et à Paris, les deux indices vedettes ont légèrement reculé (-0,19%). Zurich a égaré 0,03%. La baisse était plus accentuée à Londres (-0,56%), où la pétrolière Shell (-1,66% à 37,58 euros l'action) a annoncé un accord d'acquisition de la société énergétique canadienne ARC Resources pour environ 16,4 milliards de dollars américains. Milan terminait sans orientation significative (+0,04%). Dans ce contexte incertain, les trois indices de Wall Street reculaient également à 18H20: Dow Jones et Nasdaq (-0,13%) et S&P 500 quasi à l'équilibre (-0,03%). Le Nasdaq justement, attend dans les prochains jours les résultats trimestriels des so-

ciétés qui affichent des capitalisations boursières sans précédent dans l'histoire de l'économie: Apple, Amazon, Meta, Alphabet (Google) ou Microsoft "C'est la semaine de tous les dangers, avec de la volatilité (à prévoir)", avance Frédéric Rozier de Mirabaud, joint par l'AFP. Des résultats des géants de la tech, dépendra la poursuite de la croissance du secteur des semi-conducteurs qui a particulièrement augmenté ces dernières semaine (Nvidia, ou STMicroelectronics en France). "Si la hausse du secteur des semi-conducteurs n'est pas confortée par les résultats de leurs clients (ndlr les Gafam), ça risque de se dégonfler", analyse Frédéric Rozier. Les marchés supportent également "l'apparente paralysie des négociations et des actions militaires au Proche-Orient" selon l'analyste Andreas Lipkow de CMC Markets. "Les volumes reculent encore. La majorité des in-

vestisseurs reste en retrait et se concentre sur quelques valeurs seulement". "Dans l'ensemble toutefois, l'espoir d'une fin prochaine de la guerre avec l'Iran domine et soutient les marchés d'actions européens", ajoute-t-il, à l'unisson d'autres analystes. Rien de nouveau en effet sur le front du conflit au Proche-Orient, et de la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz, qui maintient une tension sur l'offre mondiale de pétrole. Le président américain Donald Trump tiendra ce lundi une réunion de crise sur l'Iran, selon des médias américains, alors que les négociations piétinent sur le cessez-le-feu et la réouverture à la navigation du détroit d'Ormuz. Dans ce contexte incertain, les prix du pétrole restent toujours orientés à la hausse. Vers 18H30, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI) référence du marché américain, prenait 1,79% à 96,09 dollars.

Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial, progressait plus franchement (+2,77% à 108,25 dollars). Outre les résultats de la tech, les investisseurs devront décrypter les messages du président de la Fed Jerome Powell puis de son homologue de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. Aucune hausse des taux n'est attendue mais la question demeure: où les banquiers centraux vont-ils placer le curseur entre lutte contre l'inflation et soutien à l'activité ? "La Fed devrait maintenir ses taux inchangés dans la fourchette 3,5%-3,75%, les marchés n'anticipant quasiment aucun ajustement à ce stade", estime Kevin Thouzet pour Carmignac, soulignant la "résilience" de l'économie américaine ("croissance solide", "marché du travail qui tient bon"...). "La Banque centrale européenne

(BCE) devrait elle aussi opter pour le statu quo, en maintenant ses taux directeurs à 2%", ajoute-t-il. La présidente de la BCE Christine Lagarde "pourrait toutefois profiter de sa conférence de presse pour préparer le terrain en vue de premières hausses de taux dès le mois de juin", ajoute Felix Feather, économiste chez Aberdeen. Dans ce contexte, en Europe, les taux d'intérêt étaient en légère hausse: le rendement à échéance dix ans allemand atteignait, vers 16H00 GMT, 3,03%, contre 2,99% vendredi en clôture. Son équivalent français était à 3,68%, contre 3,63% vendredi. Les investisseurs scruteront aussi l'indice des prix en avril en zone euro, et l'indice d'inflation PCE, mesure préférée de la Fed, pour le mois de mars aux Etats-Unis, tous deux attendus jeudi.

Agence

ROYAUME UNI

Comment Londres est devenue la capitale mondiale des start-up

Si la capitale britannique, malgré le Brexit, est restée un vivier d’entreprises innovantes, c’est en particulier grâce au prestige de ses universités et à la diversité de sa population. Plus de la moitié des start-up britanniques qui connaissent la croissance la plus rapide sont fondées par des immigrés, signale “The Economist”.

Synthèse Rédaction Internationale

Londres reste “l’un des meilleurs endroits au monde pour créer une entreprise”, selon The Economist. La recette magique tient à trois ingrédients : les universités, la diversité, le capital, explique l’hebdomadaire britannique. Si Londres a produit plus de licornes (des start-up valorisées à plus de 1 milliard de dollars) que Berlin, Paris et Tokyo réunis, c’est parce que les universités britanniques continuent à attirer les esprits les plus brillants, que le Royaume-Uni reste – malgré le Brexit – la deuxième destination préférée des créateurs d’entreprise européens après les États-Unis et enfin parce que la capitale britannique réussit à capter à elle seule plus de 18 % des investissements mondiaux en capital-risque dans les technologies de pointe. En matière de création de jeunes pousses,

“aucune autre ville au monde”, hors des États-Unis, ne peut rivaliser avec Londres. La preuve : c’est à Londres que les professionnels passés par des licornes de fintech comme Revolut ou Wise ont choisi de fonder à leur tour plus de 230 start-up, soit trois fois plus qu’à Berlin ou à Paris. C’est aussi à Londres qu’OpenAI a choisi d’installer son premier bureau à l’étranger et que Palantir a décidé d’établir son principal siège hors des États-Unis, rappelle The Economist. Les deux géants de l’intelligence artificielle (IA) entendent bien tirer profit de la forte concentration sur place de spécialistes de l’apprentissage automatique. Plus de la moitié des start-up britanniques qui enregistrent la croissance la plus rapide ont été fondées par des immigrés. Ce qui permet à l’hebdomadaire d’écrire que la Grande-Bretagne se révèle “étonnamment accueillante pour un pays riche” grâce à

ses programmes de visas pour entrepreneurs et aux avantages fiscaux consentis aux investisseurs en phase d’amorçage. Mais le vent pourrait tourner. L’année dernière, Haz Hubble, un jeune Londonien créateur d’espaces destinés aux start-up, a déménagé à San Francisco. Il explique : “L’IA évolue si vite que si vous n’êtes pas à San Francisco, vous prenez des mois de retard.” À Londres, il lui avait fallu trois ans pour lever 600 000 dollars – “à San Francisco, en six mois, il a levé 1,1 million de dollars”, relève The Economist. Et l’hebdomadaire relaie une enquête menée par Virgin Media, une société de télécommunications, auprès de 2 000 entreprises qui révèle que plus de la moitié d’entre elles ont envisagé de s’installer à l’étranger au cours de l’année écoulée. Conclusion : “Londres reste un vivier de créateurs de start-up, mais la ville ne peut pas se permettre de se reposer sur ses lauriers.”

ITALIE

Rome doit prolonger la dynamique de réforme pour stimuler la croissance et réduire la dette publique

La croissance économique de l’Italie a été lente mais résiliente face aux chocs récents, à la faveur des réformes et des investissements engagés au titre du Plan national pour la reprise et la résilience. D’après l’Étude économique de l’OCDE consacrée à l’Italie, il est crucial de faire avancer le programme de réformes pour favoriser une croissance généralisée et réduire la dette publique. Après s’être établie à 0.5 % en 2025, la croissance du PIB devrait ralentir légèrement pour atteindre 0.4 % en 2026 sous l’effet de la hausse des prix de l’énergie liée au conflit au Moyen-Orient, avant de rebondir à 0.6 % en 2027. L’incertitude demeure néanmoins considérable. Le vieillissement de la main-d’œuvre,

la faiblesse persistante de la croissance de la productivité, l’ampleur de la dette publique et la forte concurrence des économies émergentes posent des difficultés à plus long terme. « Il est essentiel de poursuivre les réformes prévues dans le Plan national pour la reprise et la résilience afin de renforcer les perspectives de croissance de l’Italie », a déclaré le Chef économiste de l’OCDE, Stefano Scarpetta, lors de la présentation de l’Étude à Rome aux côtés du Directeur général du Trésor italien, Riccardo Barbieri. « Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la situation des jeunes et d’autres groupes sous-représentés sur le marché du travail, lever les obstacles qui freinent le développement

des entreprises et sécuriser les approvisionnements énergétiques à des prix compétitifs. » L’Italie peut placer sa dette publique sur une trajectoire descendante plus prudente en poursuivant l’assainissement budgétaire prévu au cours des années à venir. Alors que les tensions exercées sur les dépenses par le vieillissement démographique, les impératifs croissants de défense et la transition climatique accentuent les difficultés budgétaires, une plus grande efficacité des dépenses publiques, conjuguée à une maîtrise du coût des pensions et à une hausse du taux d’activité, permettrait de dégager des marges de manœuvre budgétaires et de favoriser une amélioration des résultats économiques. Un renforcement du

respect des obligations fiscales et des réformes visant à rendre le système fiscal plus efficient contribueraient à accroître les recettes tout en ayant une moindre incidence sur la croissance. Malgré l’état florissant des grandes entreprises italiennes, de nombreuses petites et micro-entreprises peinent à se développer ou à adopter les nouvelles technologies, ce qui pèse sur la productivité et la croissance globales de l’économie. Un environnement réglementaire et budgétaire plus rationalisé, un soutien accru à la recherche-développement et la promotion de meilleures pratiques de gestion aideraient les entreprises à monter en puissance et à être plus compétitives.

Agence

ESPAGNE

Vers un boom du tourisme à l’été 2026, sous haute incertitude

Porté par une demande internationale solide, le tourisme espagnol s’annonce en forte croissance en 2026. Mais cette dynamique reste suspendue aux incertitudes du contexte international. Après plusieurs années marquées par des crises successives, le tourisme en Espagne semble entrer dans une phase de consolidation et d’expansion. Les indicateurs sont au vert et les professionnels du secteur anticipent une année 2026 particulièrement dynamique. Toutefois, derrière cet optimisme se dessine une réalité plus nuancée, où la croissance dépendra largement de facteurs extérieurs, notamment géopolitiques.

Une dynamique portée par l’international

L’année 2026 pourrait marquer un tour-

nant pour le tourisme en Espagne. Selon le rapport Smart Observatory Printemps-Été 2026, le secteur hôtelier évolue dans un contexte favorable, porté par un ensemble de facteurs économiques et structurels. La solidité du secteur de l’hébergement apparaît comme un élément central de cette dynamique. Malgré un environnement incertain, les professionnels ont su s’adapter, améliorer leur rentabilité et renforcer leur poids dans l’économie nationale. La demande internationale constitue le principal moteur de cette croissance. Au début de l’année, les flux touristiques progressent nettement, avec une hausse de 300 000 voyageurs internationaux, compensant le recul du tourisme domestique. Cette croissance repose à la fois sur le retour des grands marchés européens,

Royaume-Uni, Allemagne, France et Italie, et sur le dynamisme de marchés émergents comme l’Amérique latine, l’Asie du Sud-Est ou encore l’Australie. Dans le même temps, la connectivité aérienne progresse, avec une hausse du trafic de 2,8 %. Cette dynamique est portée par des marchés émetteurs plus diversifiés, au-delà des principaux pays européens. Elle inclut notamment l’Europe de l’Est, les pays nordiques et certains marchés long-courriers en croissance. Cette évolution renforce l’attractivité de l’Espagne, dont l’image reste très positive auprès des voyageurs. Les intentions de voyage repartent également à la hausse, surtout en Europe, confirmant une tendance favorable pour les prochains mois.

Des perspectives élevées mais contrastées

Les perspectives pour le printemps prolongent la dynamique de reprise. Le contexte économique reste favorable, porté par un emploi élevé et des taux d’intérêt stables, qui soutiennent la consommation touristique. Les réservations comme les intentions de voyage confirment cette confiance retrouvée. Pour l’été, les tendances demeurent bien orientées. La hausse des capacités aériennes accompagne une demande solide, même si les marchés évoluent de façon contrastée : ralentissement en Allemagne et aux Pays-Bas, tandis que d’autres continuent de progresser. Les niveaux d’occupation devraient rester proches de ceux de 2025, avec une forte contribution des destinations de loisirs.

Agence

AUSTRALIE Les fondements de la croissance et de la compétitivité 2026

Les résultats économiques de l’Australie ont été mitigés par rapport à ceux des pays comparables de l’OCDE. Le marché du travail est parvenu à résister à l’envolée de la croissance démographique induite par l’immigration, la solide croissance de l’emploi permettant de maintenir de faibles taux de chômage. Par ailleurs, le niveau de la productivité du travail a baissé ces dernières années, creusant ainsi légèrement l’écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l’OCDE en termes de production par heure travaillée. La perte d’importance relative de l’extraction des combustibles fossiles, le vieillissement de la population et la transition vers la neutralité carbone obligent l’économie à s’adapter et à dynamiser le secteur des affaires, ce qui représente pour l’Australie un défi de taille à relever compte tenu de son éloignement géographique. La diminution des obstacles réglementaires à la concurrence et l’amélioration de l’accès au très haut débit faciliteraient l’entrée sur le marché et la croissance des jeunes entreprises innovantes. La politique de concurrence a été renforcée, notamment par l’adoption d’un régime de notification obligatoire des fusions à effet suspensif qui entrera en vigueur en 2026, mais dans une économie relativement petite et isolée, exposée à la concentration des marchés, de nouvelles mesures sont nécessaires pour favoriser la concurrence et garantir une réglementation appropriée des monopoles. La dynamique des entreprises est freinée par des chevauchements de réglementations entre les différents niveaux d’administration. Les indicateurs de réglementation des marchés de produits à l’échelle nationale montrent que l’Australie se situait parmi les pays de l’OCDE les moins restrictifs à la fin des années 1990 et au début des années 2000 alors qu’elle est désormais proche de la moyenne. Le système d’autorisations de l’Australie est relativement lourd sur le plan administratif, puisque près d’un travailleur sur cinq doit faire une demande d’autorisation ou d’enregistrement professionnel.

R. E.

Le rapport choc d'Europol sur la cybercriminalité en 2026 révèle une menace IA sans précédent

Dans son rapport IOCTA 2026, Europol alerte sur une cybercriminalité dopée à l'intelligence artificielle, avec fraudes en ligne automatisées, ransomware et contenus pédopornographiques générés par IA, qui dessinent une menace inquiétante au sein de l'Union européenne.

Chaque année, le rapport IOCTA d'Europol fait office de thermomètre de la cybercriminalité en Europe. L'édition 2026, publiée ce mardi par l'agence européenne de police judiciaire, est plus que préoccupante. Entre le fléau du ransomware, les fraudes en ligne et l'exploitation sexuelle d'enfants qui progressent sur tous les fronts, l'inquiétude est renforcée par l'adoption rapide de l'intelligence artificielle générative dans les réseaux criminels. En toile de fond, un constat qui revient comme un leitmotiv tout au long du rapport : les forces de l'ordre accusent un retard croissant face à des adversaires qui innovent plus vite qu'elles.

L'intelligence artificielle, un outil de plus en plus utilisé par les cybercriminels, ce qui inquiète Europol

L'époque des e-mails truffés de fautes qui annoncent aux destinataires un héritage improbable est bel et bien révolue. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle permet aux escrocs de se faire passer pour votre conseiller bancaire ou un dirigeant d'entreprise, avec voix, ton et vocabulaire compris, et donc un réalisme difficile à détecter. Avant même qu'un humain entre en jeu, des robots conversationnels automatisés trient les victimes potentielles, identifient les plus vulnérables et leur tendent le piège sur mesure. Derrière ces arnaques numériques, on retrouve une infrastructure bien physique, et elle est colossale. Elle est notamment matérialisée par des « fermes à SIM », ces pièces ou entrepôts remplis de boîtiers qui hébergent des centaines de cartes SIM, se répandent. Elles sont capables d'envoyer des milliers de SMS ou de passer des milliers d'appels en même temps, exactement comme le ferait un vrai opérateur téléphonique, mais à des fins criminelles. Un réseau de sept ressortissants lettons, fut d'ailleurs démantelé en octobre dernier, avec 1 200 boîtiers, 40 000 cartes actives, et des numéros enregistrés dans plus de 80 pays. Ce qui préoccupe le plus Europol, c'est ce qui arrive ensuite. L'IA dite « agentique », entre de mauvaises mains, se transforme en une intelligence artificielle capable de mener seule une opération criminelle de bout en bout, sans qu'un humain ait besoin d'intervenir. Si cette dernière est encore en développement dans les milieux criminels souterrains, elle progresse vite, aux yeux d'Europol. Et couplée aux fausses publicités qui envahissent les grandes plateformes pour attirer les victimes, elle pourrait bientôt permettre de mener des arnaques entièrement automa-



tisées, à une échelle et une vitesse que l'on peine encore à imaginer.

Des hackers en coalition, un dark web résilient, l'écosystème criminel ne s'arrête jamais

Dans le rapport d'Europol, on relève aussi que l'agence a recensé plus de 120 groupes de ransomware actifs rien que l'an dernier, doit autant de bandes criminelles spécialisées dans le blocage de données informatiques contre rançon. Un chiffre record, justifié par le fait que lorsqu'un groupe est démantelé, il change simplement de nom, récupère des outils piratés qui circulent en ligne et repart à l'attaque. Certains vont même plus loin en s'alliant entre eux. En septembre 2025, trois des groupes de hackers les plus redoutés (DragonForce, LockBit et Qilin) annonçaient publiquement leur coalition sur le dark web. Une première dans un milieu où la méfiance est pourtant la règle d'or. Le darkweb se réorganise lui aussi. Les grandes places de marché qui vendaient de tout (drogues, données volées, outils de piratage) laissent doucement place à des boutiques criminelles plus petites et plus spécialisées, donc plus difficiles à localiser et à fermer. Quand Europol démantèle l'une d'elles, une autre surgit presque immédiatement. On peut citer l'exemple d'Archetyp Market, 600 000 utilisateurs et au moins 250 millions d'euros de transactions au compteur, mise hors ligne en juin 2025. Un mois plus tard, BlackOps ouvrait déjà avec près

de 42 000 produits illicites au catalogue. La continuité criminelle est presque métronomique.

Les cryptomonnaies restent le moyen de paiement privilégié des cybercriminels, et ils redoublent d'ingéniosité pour effacer leurs traces. Les « privacy coins » sont des monnaies numériques conçues dès le départ pour être impossibles à tracer, tandis que les services de mixage fonctionnent comme une machine à laver l'argent numérique : ils mélangent des fonds qui proviennent de multiples sources pour brouiller leur origine. Cryptomixer[.jio, l'un des plus grands de ces services, réputé actif depuis 2016 et soupçonné d'avoir fait transiter plus d'1,3 milliard d'euros en Bitcoin, a été fermé au mois de novembre. Mais dès qu'un tel service disparaît, un autre, encore plus difficile à identifier, prend sa place. Encore et encore.

Le chiffrement de bout en bout protège aussi les prédateurs sexuels en ligne

Toujours dans le rapport, le chapitre consacré à l'exploitation sexuelle des enfants est sans doute le plus glaçant. Les signalements de sextorsion financière, c'est-à-dire ces cas où des mineurs sont contraints d'envoyer de l'argent après avoir été piégés avec leurs propres images intimes, ont bondi de 70 % entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025, selon le centre américain NCMEC qui centralise ce type de signalements. À cela s'ajoute une menace nouvelle, celle des contenus pédopornographiques entièrement

fabriqués par intelligence artificielle, sans victime réelle identifiable, qui inondent les plateformes criminelles et débordent littéralement les capacités d'analyse des enquêteurs, comme l'ARCOM, pour le cas de la France, le rappelait encore la semaine dernière. Le réseau The Com incarne une réalité particulièrement dérangeante. On a ici des communautés criminelles en ligne composées majoritairement d'enfants et d'adolescents entre 8 et 17 ans, où exploitation sexuelle, piratage informatique, extorsion et violences physiques se côtoient et s'alimentent mutuellement. Ces groupes coordonnent leurs activités grâce à des applications de messagerie chiffrées de bout en bout. Du coup, les forces de l'ordre savent que ces réseaux existent, mais elles ne peuvent pas accéder à leurs échanges. Un angle mort juridique et technique que personne, pour l'instant, ne sait vraiment comment combler.

Europol est on ne peut plus clair sur ce qu'il faut faire : les autorités doivent elles-mêmes adopter l'intelligence artificielle pour traquer les criminels qui l'utilisent contre elles, obtenir le droit légal d'accéder aux données stockées par les grandes plateformes numériques, et mieux collaborer entre pays pour ne plus laisser les frontières profiter aux cybercriminels. Un programme ambitieux sur le papier, mais qui bute sur des obstacles juridiques, politiques et techniques considérables. En attendant, les criminels continuent d'innover plus vite que les lois ne s'adaptent.

Mercedes n'abandonne pas les écrans géants, mais poursuit son discret retour aux boutons

Longtemps présentés comme le symbole évident de la modernité automobile, les grands écrans tactiles montrent désormais leurs limites d'usage. Même Mercedes-Benz, l'un des constructeurs ayant le plus misé sur débauche numérique, annonce davantage de commandes physiques sur ses futurs modèles. Sans remettre en cause les dalles géantes qui restent au cœur de son image premium, la marque allemande affine plutôt une stratégie déjà visible depuis plusieurs mois.



sage sous-jacent : l'écran géant séduit en concession, mais ne remplace pas toujours une commande simple et immédiate.

Des touches physiques pour les fonctions essentielles

Le constructeur annonce désormais la suite. "Sur nos futurs produits, vous verrez davantage de boutons physiques pour certaines fonctions auxquelles les clients veulent accéder directement." Traduction : certaines commandes dédiées reviendront pour les usages quotidiens les plus sensibles, comme la climatisation, le volume audio, le dégivrage ou d'autres raccourcis essentiels. Ce retour en arrière dépasse d'ailleurs le seul cas de Mercedes.

La fin d'un dogme automobile

Plusieurs groupes automobiles revenus du tout-tactile réintroduisent déjà boutons, molettes ou accès rapides. On comprend qu'une interface spectaculaire valorise l'auto, notamment à l'arrêt, mais sur la route, c'est l'ergonomie qui reprend vite ses droits. Mercedes choisit aujourd'hui une sorte d'entre-deux. Les écrans géants demeureront un marqueur fort de modernité et de standing, mais le bouton retrouve peu à peu sa place. Une évolution discrète, qui en dit long sur les limites atteintes par la première génération des habitacles tout tactiles.

Mercedes continue d'assumer pleinement son goût pour les grandes surfaces numériques, comme la présentation de la nouvelle Classe C a pu le confirmer, avec une dalle XXL qui s'allonge sur toute la largeur de la planche de bord, que l'on retrouve sur le GLC. Interrogé par nos confrères anglais d'Autocar, Mathias Geisen, responsable des ventes de la marque, défend ces écrans comme un prolongement du luxe contemporain. "Nous croyons fortement à ces écrans", explique-t-il, en comparant leur place dans l'habitacle à celle du smartphone dans la vie quotidienne.

Le dirigeant insiste aussi sur la personnalisation offerte par ces interfaces : fonds d'écran, photos personnelles ou ambiances visuelles participeraient désormais à l'expérience intérieure. L'écran ne sert donc plus seulement à piloter des fonctions, mais participerait aussi à l'image haut de gamme du véhicule, particulièrement stratégique face à une clientèle sensible à la démonstration technologique.

Un retour des boutons déjà amorcé

Cette défense du tout-numérique n'empêche pas Mercedes-Benz de corriger cer-

tains excès. Mathias Geisen reconnaît ainsi que plusieurs clients ont rejeté certaines commandes tactiles installées ces dernières années. "Des clients nous ont dit il y a deux ans : les gars, l'idée est bonne, mais cela ne fonctionne tout simplement pas pour nous." La marque a depuis revu sa copie, notamment sur les volants, avec des commandes plus conventionnelles. En réalité, cette légère inflexion ne date pas d'hier. Dès 2025, lors de la présentation du GLC électrique, Mercedes associait déjà un Hyperscreen de 39,1 pouces à la réapparition de boutons physiques et de molettes sur le volant. Avec un mes-

Un concurrent du Toyota Land Cruiser pour la moitié du prix arrive en Europe

Great Wall Motor retente le coup de l'Europe après le premier échec. Et la marque compte bien séduire plusieurs types de clients avec sa nouvelle offensive qui se constituera notamment d'un 4x4 sur châssis échelle, le H7. Vaguement inspiré des deux durs à cuire du moment que sont les Land Rover Defender et Toyota Land Cruiser, ce 4x4 chinois aura un argument choc : un tarif qui devrait débiter autour des 35 000 €. Moitié moins cher qu'un Toyota Land Cruiser. Mais moitié moins fiable ? 87 500 €, c'est le prix du roi des 4x4. En France, c'est le tarif d'un Toyota Land Cruiser 2.8 diesel avant malus. 77 100 €, c'est aussi le prix d'un Land Rover Defender. Et pour finir, il faudra compter 73 140 € pour vous offrir un Ineos Grenadier, encore une fois avant l'implacable malus maximal de 80 000 €. Des engins qui se vendent donc très peu en configuration cinq places et aux particuliers, lesquels se tournent vers d'autres alternatives... en attendant des modèles électriques comme le Mercedes EQG. Ou bien, comme le font tant de professionnels, ces clients se tournent vers les pick-up, moins chers et exemptés de malus en configuration quatre

places, ou encore vers des 4x4 plus légers comme un Dacia Duster. Mais le prospect en quête d'un châssis échelle à petit prix sera bien déçu en France puisqu'il n'existe plus rien depuis la disparition du Suzuki Jimny.

Les Chinois en force chez les 4x4 ?

Les constructeurs chinois ont multiplié ces derniers temps les lancements de gros 4x4, mais à chaque fois sur des segments haut de gamme. Yungwang U8, M-Hero 1, les monstres d'acier et parfois de lithium-ion commencent à pulluler dans l'Empire du Milieu. Mais ces marchés restent des niches et les constructeurs chinois, en proie pour beaucoup à des difficultés sur leur propre marché saturé par la concurrence, n'ont pas fait des 4x4 leur priorité. On les comprend. Pourtant, il en est un qui tente de se relancer en Europe et qui a visiblement prévu un ersatz de Toyota Land Cruiser pour le prix d'un Dacia Bigster.

Great Wall H7, le 4x4 hybride

Comme souvent avec les Chinois, rien n'est simple. Le groupe Great Wall Motor, qui tente actuellement une relance en Europe après un



premier échec assez cuisant, a donc emporté dans sa valise le 4x4 baptisé H7 ici illustré. Sauf qu'il n'est pas vendu directement sous la marque GW, mais par « Haval », filiale de Great Wall spécialisée dans les SUV et véhicules à pavillon haut. L'image de marque de Great Wall étant déjà pour le moins difficile, que dire de celle d'une sous-marque encore moins connue. Mais au-delà de l'image, ce H7 pourrait trouver facilement public. Essayez de trouver un 4x4 à châssis

échelle gros gabarit en Europe à petit prix, vous n'y arriverez pas. Même le marché de l'occasion est hors de prix sur ces engins (hors pick-up) : un Toyota Land Cruiser peut parfois dépasser les 20 000 € avec plus de 500 000 km au compteur. La rançon de la gloire et de la rareté du produit. Plus pour longtemps ? Ce H7 n'est toutefois pas un « pur » 4x4 comme on l'entend puisqu'il n'y a pas d'arbre central de transmission. Cette nouveauté asiatique as-

socie un quatre cylindres essence turbocompressé à un moteur hybride (batterie de 1,53 kWh) situé sur le train arrière qui assure justement la transmission intégrale, notamment au travers de 7 modes (neige, sable, graviers...) avec blocage des deux différentiels. Forcément un peu moins réactif qu'une liaison mécanique sans latence, mais Great Wall assure un temps d'activation du train arrière ultra rapide.

Le 4x4 chinois à petit prix

Fort de 223 ch et 476 Nm, cet ensemble devrait être suffisant pour mouvoir un joli bestiau de plus de 2300 kg et 4,70 mètres de long. Vous l'aurez deviné, il est hybride et devrait afficher des consommations qu'on pourrait qualifier de « raisonnables ». Sauf que n'étant pas hybride rechargeable, il aura certainement du mal à échapper au malus chez nous même si Great Wall a évoqué également une variante PHEV de 450 ch. D'ailleurs, à l'heure où nous écrivons ces lignes, rien n'indique qu'il sera vendu en France. En tout cas, il est déjà évoqué un tarif autour des 35 000 €, soit le prix d'un Dacia Bigster bien équipé.

Mots fléchés

Ponctions	Science de la nature	Marque l'égalité	Relatif à l'âne	Euphrasie la fille de Fantine	Pinceau	Troupe de caniches
Exactes	Décortiqué	Versatile	Exprimai			loutement
				Tête nucléaire		
				Longues écharpes		
Bas-de-laine					Boisson	
Ingurgité					Bramé	
			On autorisé			
			Exanewton			
Louanges				Retire		Néon
				Halte		Dirigé
Règlemen-taire				Frelaté		
				Jeux-de-mots		Possessif
Troublée	Troisième personne du singulier		Constitué		Fleuve allemand	
	Peintre montmartrois (Maurice)		Ravis-santes		Pluie soudaine	
		Mâle de l'oie			Vieil-lotte	
					Organe d'un sens	
Pour relier		Plaque mince		Relatif aux moutons		
Lettres en croix				Couleur brun roux		
			Signe graphique			Personnes
						Ruse
Titane		Affluent de l'Ob		Dégagé		
Affluent de la Dordogne		Tord-boyaux				Frère de Béotos
			Artisans			
			Sélénium			
Partie avant d'un navire	Corde pour vacher			Excla-mation	Petit rongeur	
	Copeaux			méri-dionale	Gringalet	
			Se rapporte au vin			
			Alexandre-Benoit			Désigné
Biles répandues	Occupées	Courte				Sans humidité
		Note de musique				Tran-chante
				Règles de dessin	Un des dix anges de la Kabbale	Bradype
						Méprisé
Tirer vers le haut				Souci		
Châtié						Sélectionné
			Dans le texte	Serre		
Elles sont bordées de maisons				Partie d'une journée		Métal précieux
Elle a une baguette			Contraire de VF	Par		
		Germandrée			Native	Bismuth
Nazi		Figure géomé-trique			Causée un préjudice	

PÉTROLE:

Le Brent à plus de 110 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse mardi, le baril de Brent s'affichant au-delà de 110 dollars, amplifiant une tendance à la hausse depuis plusieurs jours. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 2,53% à 110,97 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 2,97% à 99,23 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 29 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE 32 morts et 1747 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont décédées et 1747 autres ont été blessées dans 1324 accidents de la route survenus durant la période du 19 au 25 avril, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 25 blessés, suite à 6 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 689 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (73 incendies), Oran (53) et Blida (33).

COOPÉRATION

Le ministre des AE reçoit le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi au siège du ministère, le secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis d'Amérique, M. Christopher Landau, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Attaf a eu une rencontre en tête-à-tête avec M. Christopher Landau, suivie d'entretiens élargis aux membres des délégations des deux pays.

Les entretiens ont permis de "passer en revue la dynamique notable que connaissent les relations algéro-américaines dans leurs différents volets" et d'"examiner les moyens de les dynamiser davantage, à travers le renforcement du dialogue stratégique et la consolidation du partenariat dans les domaines de coopération prioritaires, tels que l'énergie, l'investissement, l'innovation, le commerce, l'agriculture, le transport aérien et l'enseignement supérieur".

Les deux parties ont également abordé "nombre de questions régionales et internationales d'intérêt commun, en tête desquelles les développements de la situation dans la région sahélo-saharienne, ainsi que l'évolution du processus politique de règlement de la question du Sahara occidental", conclut le communiqué.

APS

FÊTE DES TRAVAILLEURS

La journée du vendredi 1^{er} mai chômée et payée

La journée du vendredi 1er mai 2026, fête des travailleurs, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques et des établissements et offices publics et privés, in-

diqué mardi, un communiqué commun du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le commandant de l'AFRICOM

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu en audience, hier au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Général d'Armée Dagvin Anderson, Commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique (US-Africom), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, a reçu en audience, ce mardi 28 avril 2026, au siège de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Dagvin Anderson, Commandant du Commandement militaire Américain pour l'Afrique (US-AFRICOM)», précise la même source.

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut du drapeau national, ainsi que le salut militaire, présenté au Général d'Armée Dagvin Anderson par une formation militaire, représentant les différentes Forces de l'Armée nationale populaire. Lors de cette rencontre, «les deux parties ont examiné l'état de la coopération militaire entre les deux pays et échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun», ajoute le communiqué. A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue au Commandant de l'Africom, soulignant que sa visite s'inscrit comme un nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale.

«Tout d'abord, je tiens à vous souhaiter la bienvenue, ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, à l'occasion de votre visite en Algérie, laquelle s'inscrit, sans nul doute, comme un nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale, particulièrement après la signature en janvier 2025 du mémorandum d'entente dans le domaine de la coopération militaire», a déclaré le Général d'Armée.

«A cet égard, nos pays œuvrent dans le sens de l'approfondissement de notre dialogue stratégique, afin de promouvoir notre coopération militaire à travers, notamment, la concrétisation de ce mémorandum d'entente, dans toutes ses dimen-

sions et objectifs, de manière à asseoir les bases d'une coopération forte et durable, fondée sur le respect mutuel et au service des intérêts des deux pays», a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a souligné que «l'Algérie, mandatée par l'Union africaine, œuvre au renforcement des mécanismes de l'initiative panafricaine commune, visant à fédérer les efforts pour l'éradication du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, dans tous ses aspects».

«L'Algérie, agissant sur mandat de l'Union Africaine, œuvre au renforcement des mécanismes de l'initiative panafricaine commune, visant à fédérer les efforts pour l'éradication du phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, dans tous ses aspects».

A la faveur de ce rôle actif et dynamique, a ajouté le Général d'Armée Chanegriha, «l'Algérie a pu lancer de nombreuses initiatives au niveau du continent, en adoptant une approche sécuritaire multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme, qui repose principalement sur l'activation d'un fonds financier africain dédié à cet objectif, l'établissement d'une

liste africaine des personnes et des entités impliquées dans des activités criminelles, et l'élaboration d'un mandat d'arrêt africain».

Et d'ajouter : «Il y a lieu également de faire mention des rapports annuels présentés par M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, en sa qualité de Coordinateur de l'Union Africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent».

De son côté, «le Général d'Armée Dagvin Anderson a exprimé sa satisfaction de sa visite en Algérie et son aspiration à consolider les relations de coopération militaire», a noté la même source ajoutant qu'«il s'est également félicité du niveau de coordination multidimensionnelle entre les deux parties et de la contribution de l'ANP à l'instauration de la sécurité et de la paix dans la région». Au terme de cette rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que le Commandant de l'Africom ne signe le livre d'or de l'Etat-major de l'ANP, conclut le communiqué du MDN.

THE AGRI FOOD INDUSTRY ALL IN ONE !

PRODUCTION PROCESSING LOGISTIC HANDLING PACKAGING

J - 20

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGÉRIE

**L'AGROINDUSTRIE AFRICAINE
SE DONNE RENDEZ-VOUS**

**AGRI-TECH
ACCÉLÉRÉE**
Solution de
modernisation de
l'agriculture

**PARTENARIATS
ÉTENDUS**
Réseau
d'investissement
B2B

**EXPORT
FACILITÉ**
Logistique
Intégrée
& Accès Marchés

UN ÉCOSYSTÈME COMPLET

SIPSA **SIPSA**
FILAH **DJAZA**
AGROFOOD **QUA**

RÉSERVEZ VOTRE STAND

www.sipsa-filaha.com